



Conseil économique et social

Distr. générale
20 février 2012
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Conférence des statisticiens européens

Groupe d'experts sur la comptabilité nationale

Onzième session

Genève, 30 avril-4 mai 2012

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

Sous-sectorisation des sociétés financières

Compagnies d'assurances et fonds de pension dans les pays de l'OCDE*

Note de la Banque d'Italie**

Résumé

Les compagnies d'assurances et les fonds de pension s'intègrent dans des systèmes complexes d'assurance privée et de protection sociale publique créés pour réduire le coût des risques économiques. Dans la phase actuelle du cycle conjoncturel, alors que les pays membres de l'OCDE se débattent contre les mêmes problèmes structurels comme des taux de croissance économique faibles, des déficits et un endettement public élevés, une population vieillissante et un système de protection sociale coûteux, les régimes d'assurance privés ont toutes les chances de voir leur rôle s'accroître.

* OCDE, Division de la comptabilité nationale de la Direction des statistiques, courrier électronique: belen.zinni@oecd.org.

Nous remercions Michèle Chavoix-Mannato (Division de la comptabilité nationale de la Direction des statistiques de l'OCDE) pour son appui et ses conseils, Peter van de Ven (Division de la comptabilité nationale de la Direction des statistiques de l'OCDE) pour ses précieuses observations, Eun Jung Kim (Direction des statistiques, Division de la comptabilité nationale de l'OCDE) et Jean-Marc Salou (Division des affaires financières de la Direction des affaires financières et des entreprises de l'OCDE) pour les documents instructifs qu'ils nous ont fournis, ainsi que les participants à la réunion de 2011 du Groupe de travail des statistiques financières de l'OCDE pour leurs appréciations.

Les auteurs sont seuls responsables des avis exprimés dans le présent document.

** Banque d'Italie, Département des statistiques économiques et financières, courrier électronique: massimo.coletta@bancaditalia.it.

Le présent document a un double objectif. Premièrement, il donne un aperçu de l'évolution des compagnies d'assurances et des fonds de pension dans les pays de l'OCDE pendant la période allant de 1995 à 2009. Deuxièmement, il examine l'incidence de cette évolution sur le patrimoine financier des ménages. L'étude qui y est présentée se fonde sur les données disponibles dans la base centrale de données *OECD.Stat* de l'OCDE. Il en ressort que les compagnies d'assurances comme les régimes privés de retraite occupent encore une place modeste dans l'ensemble du secteur financier. Le présent document montre aussi que la récente crise financière a eu un impact très négatif sur la valeur des actifs de ces établissements financiers, en particulier de ceux détenus sous forme d'actions. Toutefois, les droits sur les provisions des compagnies d'assurances et des fonds de pension représentent une part croissante des patrimoines financiers des ménages. Enfin, comme des lacunes demeurent en matière de statistiques, le présent document montre qu'il faut mieux uniformiser les normes comptables appliquées par les organes de surveillance et par les pays pour le recueil de statistiques sur les compagnies d'assurances et les régimes privés de retraite.

Introduction

1. Le rôle du secteur financier dans la croissance économique est un vieux thème de discussion¹. De très nombreux ouvrages théoriques et empiriques ont étudié l'importance des intermédiaires et des marchés pour la croissance économique en affichant souvent des opinions contrastées. La plupart des données empiriques disponibles semblent indiquer que les marchés financiers comme les intermédiaires financiers comptent pour la croissance en assurant des fonctions complémentaires: recueillir des informations sur les possibilités d'investissement et allouer des capitaux; suivre les investissements et assurer le gouvernement d'entreprise une fois les services financiers fournis; faciliter l'échange, la diversification et la gestion des risques; mobiliser et centraliser l'épargne et faciliter les échanges de biens et de services.

2. Bien que les banques restent les intermédiaires financiers les plus importants, les compagnies d'assurances et les fonds de pension jouent un rôle croissant dans le fonctionnement des systèmes financiers des pays industrialisés. Ils s'intègrent dans des systèmes complexes d'assurance privée et de protection sociale publique créés pour réduire le coût des risques économiques. Ces mécanismes institutionnels sont fondamentaux pour les ménages. La fonction première des assureurs et des fonds de pension est de mutualiser et de gérer les risques (décès, accident, maladie, incendie, pension de retraite) et, ce faisant, ils contribuent à la bonne marche de l'activité économique et de la vie sociale en soutenant la croissance économique.

3. Les compagnies d'assurances et les fonds de pension collectent les primes et les cotisations principalement auprès des ménages et en retour garantissent le paiement de prestations et d'indemnités aux assurés. À cette fin, ils peuvent détenir d'importantes provisions techniques qui constituent leurs principaux éléments de passif et qu'ils investissent sous forme d'actifs financiers et non financiers. Ce sont donc des investisseurs institutionnels très actifs, en particulier dans le domaine des obligations et des actions à long terme, qui se heurtent à des problèmes de gestion actif-passif très délicats.

4. Dans la mesure où elles constituent les plus grandes catégories d'actifs détenues par les compagnies d'assurances et les fonds de pensions, les obligations et les actions sont la principale courroie de transmission des perturbations financières pour ces intermédiaires comme on peut le constater actuellement avec la crise financière mondiale. Suivant ce scénario, l'application de stratégies d'investissement prudentes et l'adoption de nouvelles prescriptions réglementaires sont apparues comme les deux principales ripostes visant à protéger les assurés contre les pertes et à assurer la stabilité du secteur. En outre, le rôle croissant qui revient aux compagnies d'assurance-vie dans le secteur des pensions et les liens existant entre les banques et les compagnies d'assurances dans les conglomérats financiers nationaux et internationaux rendent la solvabilité financière des assureurs particulièrement importante pour la stabilité financière générale.

5. Les règles nationales de surveillance prudentielle font obligation aux compagnies d'assurances et aux fonds de pension de fournir des ensembles de données complets aux autorités de surveillance. Ces données sont ensuite transmises aux autorités nationales chargées des statistiques (banques centrales et bureaux nationaux de statistique) qui les utilisent pour compiler les comptes du secteur financier et non financier et étayer les analyses économiques et financières. Pour parvenir à un ensemble cohérent de statistiques

¹ Pour un inventaire complet des ouvrages qui traitent des liens entre le système financier et la croissance économique, voir Levine R., *Financial and growth: theory and evidence*, dans le *Handbook of Economic Growth*, North-Holland (2005).

macroéconomiques à partir de comptes sectoriels, les données communiquées sont harmonisées avec celles, analogues, obtenues auprès d'autres sources: par exemple, le montant des dépôts (d'épargne) extrait des statistiques bancaires et les montants correspondants inscrits au patrimoine des ménages et des sociétés. Les autorités de surveillance et les autorités chargées des statistiques communiquent à titre volontaire ou obligatoire des données sectorielles et des statistiques sur la comptabilité sectorielle nationale, respectivement, aux organisations internationales qui administrent des bases de données multinationales.

6. L'OCDE, Eurostat et la BCE sont les trois plus grandes organisations pour la collecte et la publication de données communiquées par les pays sur les compagnies d'assurances et les fonds de pension. L'OCDE, en particulier, a une longue expérience de la collecte, de l'analyse et de la diffusion de données économiques et financières sur les compagnies d'assurances et les fonds de pension de ses pays membres et, récemment, de plusieurs pays non membres. La Direction des statistiques et la Direction des affaires financières et des entreprises sont chargées de ces activités. La base centrale de données statistique de l'OCDE *OECD.Stat* est de loin la plus vaste et la plus détaillée car elle contient à la fois des données sur les comptes sectoriels nationaux gérées par la Direction des statistiques et des statistiques par activité économique gérées par la Direction des affaires financières et des entreprises pour les compagnies d'assurances et les fonds de pension. L'étude figurant dans le présent document se fonde sur les données disponibles dans *OECD.Stat*.

7. Le présent document a un double objectif. Premièrement, il donne un aperçu de l'évolution des compagnies d'assurances et des fonds de pension dans les pays de l'OCDE pendant la période allant de 1995 à 2009. Deuxièmement, il examine l'incidence de cette évolution sur le patrimoine financier des ménages. Il s'organise comme suit: la section 1 étudie le secteur des compagnies d'assurances dans les pays membres de l'OCDE. La section 2 présente les données relatives au secteur des pensions et étudie l'impact des fonds de pension sur le patrimoine financier des ménages. La section 3 tire des conclusions et met l'accent sur certains grands problèmes. On trouvera des tableaux statistiques et une appendice méthodologique à la fin du document.

II. Le secteur de l'assurance dans les pays de l'OCDE

8. Les compagnies d'assurances jouent un rôle fondamental dans l'économie en mutualisant et en gérant de très nombreux types de risques. On les classe généralement dans deux catégories selon qu'elles opèrent dans le secteur de l'assurance-vie ou de l'assurance non-vie. Outre les types d'assurance traditionnels en cas de décès, accident, maladie, incendie ou autres, les assureurs ont élargi leur gamme de services ces dernières années pour y inclure des produits à caractère financier ou des produits d'épargne retraite pour à la fois exploiter les possibilités offertes par les marchés financiers et offrir aux ménages des plans de retraite individuels en remplacement ou en complément des régimes de retraite publics et d'autres régimes de retraite privés.

9. La présente section étudie le secteur de l'assurance dans les pays de l'OCDE en mettant l'accent sur la structure du marché et, de manière plus approfondie, sur l'importance de ce secteur dans les économies nationales compte tenu de certains indicateurs économiques et financiers.

A. Structure du marché

10. Les données recueillies et diffusées par la Direction des affaires financières et des entreprises au sujet du marché de l'assurance permettent de dresser un tableau du secteur de l'assurance dans les pays de l'OCDE du point de vue du nombre de compagnies et de leurs effectifs et de la part de marché des différents types de produits d'assurance (assurance-vie et non-vie).

1. Nombre de compagnies et effectifs

11. Pour ce qui est de la composition du marché du point de vue du nombre de compagnies², la figure 1 montre qu'en 2009, dans la zone de l'OCDE, les compagnies d'assurance non-vie représentaient environ 67 % du marché total de l'assurance. Sauf quelques exceptions (Chili et Luxembourg), dans tous les pays, le nombre des compagnies d'assurance non-vie était très largement supérieur à celui des compagnies d'assurance-vie. Les compagnies mixtes, à savoir celles qui offrent à la fois des services d'assurance-vie et d'assurance non-vie, étaient nombreuses dans certains pays (Espagne, France, Italie, Mexique et Royaume-Uni) tandis que le secteur de la réassurance était concentré dans un très petit nombre de pays (les États-Unis, l'Irlande, le Luxembourg et la Suisse comptaient 82 % de toutes les compagnies de réassurances). Le Luxembourg a un nombre relativement élevé de compagnies d'assurances du fait de la forte concentration de compagnies de réassurances, et les États-Unis occupent une place importante avec 44 % environ des compagnies de la zone de l'OCDE. Quant aux effectifs, les statistiques disponibles recouvrent les personnes employées à plein temps ou à temps partiel dans le secteur de l'assurance ainsi que les agents hors personnel³. En 2009, 11,5 millions de personnes environ étaient employés par le secteur; plus de 8,5 millions de personnes (75 % du total) n'étaient pas directement employés par les compagnies d'assurances. Ces effectifs confirment le rôle important joué par d'autres circuits dans la diffusion de produits d'assurance. Le tableau A1 de l'appendice donne une idée plus large du secteur de l'assurance. Les chiffres tendent à augmenter lorsque l'on prend également en compte les circuits bancaires qui jouent habituellement un rôle très important dans la distribution des produits. Au Japon, le nombre de personnes non salariées employées sur ce marché est très conséquent, représentant environ 76 % de l'effectif total non salarié et 57 % des effectifs totaux du secteur de l'assurance dans la zone de l'OCDE.

² Les chiffres se rapportent aux entreprises nationales d'un pays, y compris celles qui sont sous contrôle étranger et aux sociétés étrangères (filiales) qui opèrent sur le territoire de ce pays.

³ Les courtiers ou agents et leurs employés, à l'exclusion des intermédiaires qui certes peuvent vendre de l'assurance mais n'interviennent pas directement dans le secteur de l'assurance (par exemple, les directeurs de banque, les notaires, les garagistes) ou des personnes qu'ils emploient.

Figure 1
Compagnies d'assurances en 2009

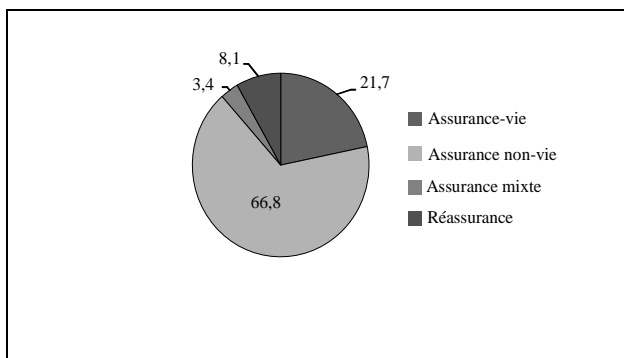
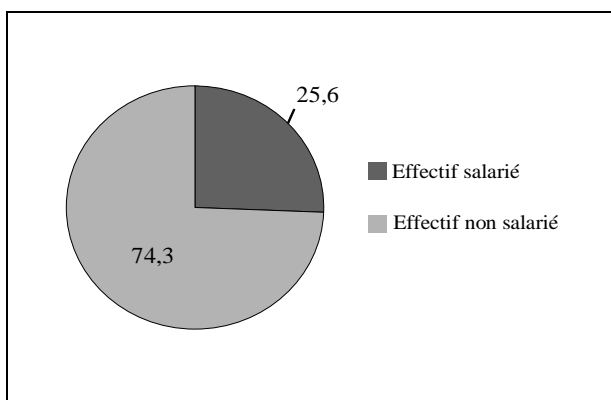


Figure 2
Effectifs du secteur de l'assurance en 2009



Source: *Statistiques sur les assurances*, Direction des affaires financières et des entreprises, OECD.Stat.

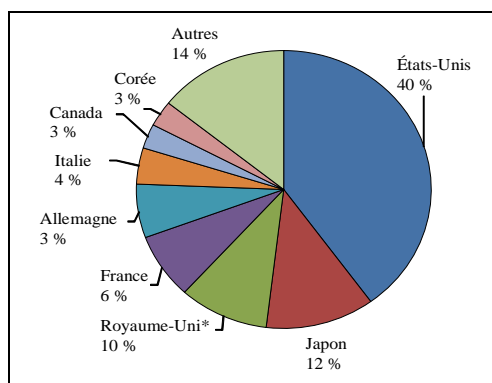
12. Pour mieux évaluer les chiffres sur l'emploi dans le secteur de l'assurance, il est intéressant de les comparer avec ceux du secteur bancaire. En 2009, les pays de l'OCDE comptaient environ 24 000 banques employant quelque 6,5 millions de personnes⁴.

2. Parts de marché

13. La figure 3 montre qu'en 2009, sur la base des primes brutes collectées par les compagnies d'assurances, les États-Unis se taillaient la part du lion dans la mesure où ils représentaient 40 % du marché et, avec le Japon et le Royaume-Uni, près des deux tiers du marché de l'OCDE.

⁴ La source de données utilisée est le portail statistique de l'OCDE. Sous le thème *Rentabilité des banques*, on trouve un ensemble de données «Structure du système financier» qui comprend des chiffres sur le nombre de compagnies et d'employés pour les catégories d'intermédiaires financiers. Les données bancaires relèvent de la catégorie *Autres institutions monétaires* dans laquelle figurent les banques commerciales, les caisses d'épargne, les banques coopératives et divers autres établissements financiers.

Figure 3
Part de marché par pays en 2009

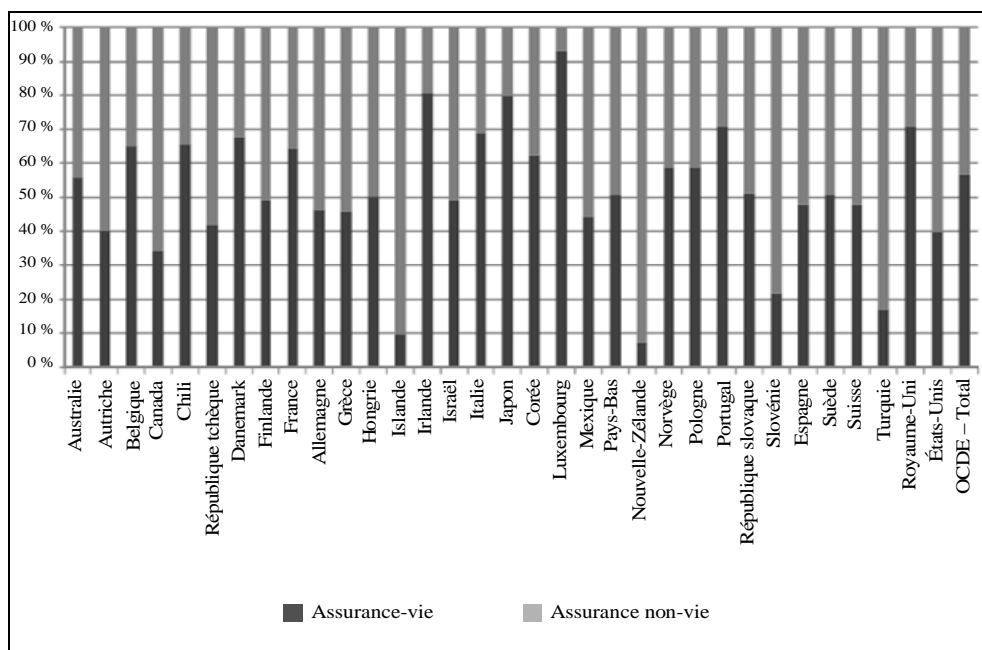


Source: *Statistiques sur les assurances*, Direction des affaires financières et des entreprises, OECD.Stat.

* Les données pour le Royaume-Uni se rapportent à 2008.

14. Les données disponibles sur les primes brutes d'assurance-vie et d'assurance non-vie émises dans chaque pays permettent d'évaluer l'importance relative des deux segments à l'échelle des pays. La figure 4 montre que pour l'ensemble de l'OCDE, c'est l'assurance-vie qui prédomine. Dans la majorité des pays, la composante assurance-vie est plus importante que la composante assurance non-vie. Le Luxembourg est le pays où l'assurance-vie occupe la plus grande place par suite des activités de réassurance se rapportant à ce segment. Au contraire, en Islande, en Nouvelle-Zélande et en Turquie, la part de l'assurance-vie est relativement modeste.

Figure 4
Primes brutes dans les secteurs de l'assurance-vie et de l'assurance non-vie dans les pays de l'OCDE, 2009



Source: *Statistiques sur les assurances*, Direction des affaires financières et des entreprises, OECD.Stat.

B. Importance du secteur de l'assurance dans les économies de l'OCDE

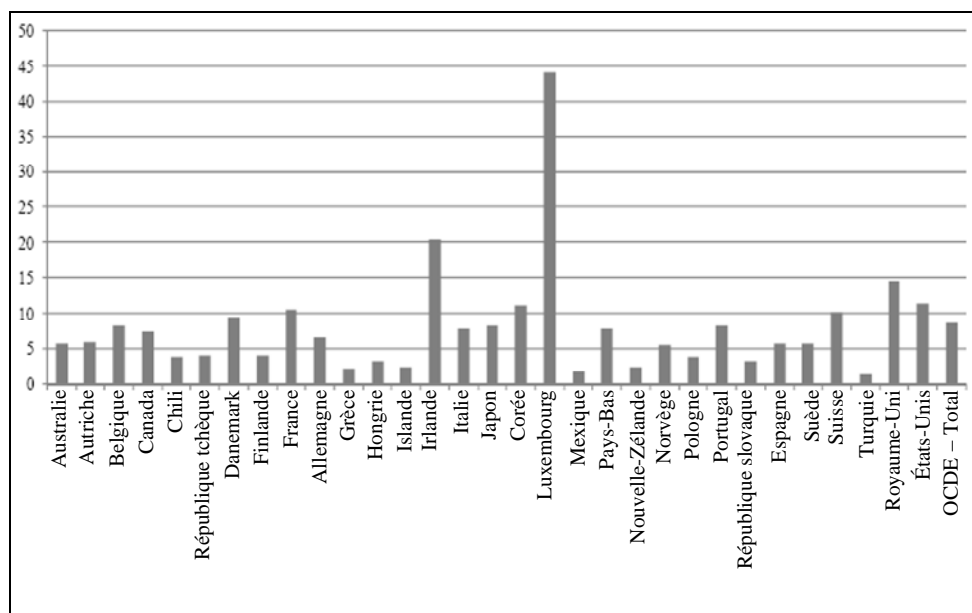
15. De nombreux indicateurs peuvent être utilisés pour évaluer l'importance des compagnies d'assurances dans chaque pays et opérer des comparaisons internationales. Nous faisons une distinction entre les indicateurs économiques, à savoir ceux établis à partir des données sur les primes collectées par les compagnies d'assurances, et les indicateurs financiers dérivés des comptes du patrimoine financier du secteur de l'assurance.

1. Indicateurs économiques

16. Le ratio des primes brutes au PIB, plus communément désigné taux de pénétration du marché de l'assurance, est l'un des indicateurs les plus utilisés pour étudier le secteur de l'assurance. La figure 5 donne le niveau de pénétration du secteur de l'assurance dans les pays de l'OCDE en 2009.

Figure 5

Pénétration du secteur de l'assurance en 2009 (pourcentages)



Source: *Statistiques sur les assurances*, Direction des affaires financières et des entreprises, *OECD.Stat*.

17. Le tableau A2 de l'appendice montre que ces vingt dernières années, dans la plupart des pays de l'OCDE, les ressources collectées par le secteur de l'assurance en pourcentage du PIB ont nettement augmenté⁵. Les produits d'assurance-vie prévalent sur les produits d'assurance non-vie comme l'indiquent les données agrégées pour l'ensemble de l'OCDE. Les plus fortes hausses se sont produites dans les années 1990, en revanche aucune évolution comparable ne s'est produite ces dix dernières années. Jusqu'au déclenchement de la récente crise, les primes collectées en termes de PIB ont augmenté dans plus de la moitié des pays. À l'inverse, en 2007 et 2008, la majorité des membres de l'OCDE ont fait état d'une moindre pénétration du secteur de l'assurance. Les données pour 2009, bien

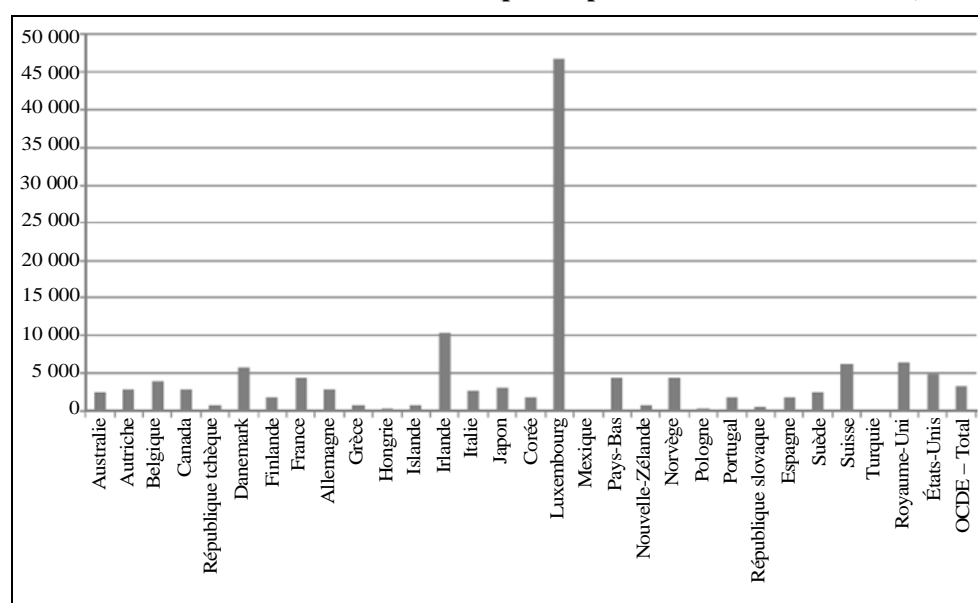
⁵ Les données sont extraites de la base de données de l'OCDE relative aux statistiques sur les assurances qui figure dans *OECD.Stat*. Les données relatives à la pénétration de l'assurance sont disponibles depuis 1983.

qu'elles ne soient pas encore disponibles pour tous les pays, indiquent un retour aux pourcentages enregistrés avant la crise. En 2009, la Corée, les États-Unis, la France, l'Irlande, le Luxembourg et la Suisse, ainsi que le Royaume-Uni, en 2008, ont affiché les plus hauts ratios (de plus de 10 % du PIB). Le Luxembourg est clairement atypique. Ce pays a pour caractéristique d'être un gros centre de services d'assurances avec 75 compagnies pour 100 000 habitants (les États-Unis comptent deux compagnies pour 100 000 habitants). Plus de 70 % des compagnies luxembourgeoises exercent des activités de réassurance et 92 % environ d'entre elles sont des entreprises sous contrôle étranger qui opèrent principalement dans le secteur de l'assurance-vie⁶. Ces particularités du marché de l'assurance luxembourgeois devraient être prises en compte au moment d'effectuer des comparaisons internationales.

18. Un autre indicateur économique est la densité du marché de l'assurance qui rapporte les primes d'assurance à l'ensemble de la population. La figure 6 indique la densité pour l'année 2009. Il est utile de mentionner que la densité de l'assurance, s'agissant en particulier de l'assurance-vie, a nettement augmenté depuis 1986 (voir le tableau A3 de l'appendice). Il convient aussi de noter que pour les études comparatives entre pays, les chiffres relatifs à la densité ont été convertis en dollars des États-Unis, et devraient être interprétés en tenant compte des fluctuations du taux de change. Cela explique pourquoi la densité a augmenté même lorsque la pénétration a diminué et inversement. Comme on l'a vu précédemment, le Luxembourg peut être considéré comme atypique avec une densité de plus de 45 000 dollars par habitant.

Figure 6

Densité du marché de l'assurance en 2009 (primes par habitant en dollars É.-U.)



Source: *Statistiques sur les assurances*, Direction des affaires financières et des entreprises, OECD.Stat.

19. Bien que ces indicateurs économiques soient utiles pour étudier l'évolution des secteurs nationaux de l'assurance et pour effectuer des comparaisons entre pays, ils présentent l'inconvénient d'être plutôt sectoriels et de ne pas autoriser la comparaison avec les autres secteurs financiers, contrairement aux indicateurs financiers fondés sur les données relatives aux comptes de patrimoine.

⁶ Voir l'Annuaire des statistiques d'assurance 1999-2008, OCDE (2010).

2. Indicateurs financiers

20. Il est tenu compte des indicateurs suivants:

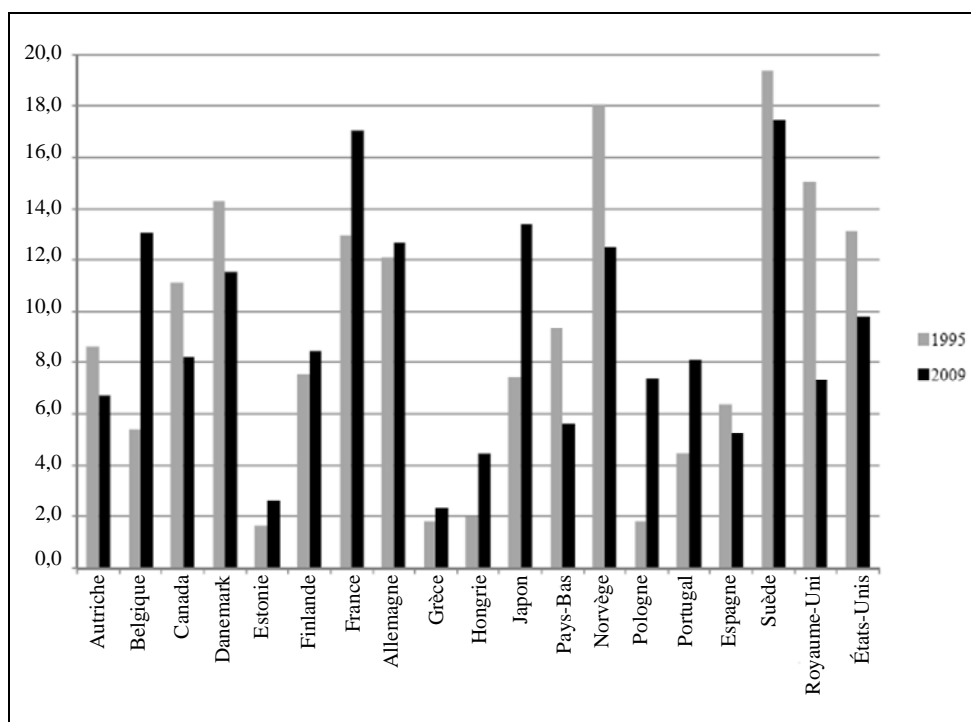
- Le montant total des actifs financiers des compagnies d'assurances en pourcentage des actifs financiers totaux de l'ensemble du secteur financier;
- La composition des actifs;
- La part des droits sur les provisions d'assurance dans le patrimoine financier des ménages.

21. La figure 7 compare les actifs financiers totaux des compagnies d'assurances avec ceux du secteur financier dans son ensemble pour les années 1995 et 2009 s'agissant des 19 États membres de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles sur les deux années⁷. Cet indicateur permet d'établir la mesure dans laquelle les compagnies d'assurances ont vu leur rôle évoluer dans le secteur de l'intermédiation financière.

22. Pendant la période de quinze ans à l'examen, nous observons que ces actifs financiers gagnent en importance dans 10 pays et reculent dans les 9 autres. Leur part reste donc stable dans la zone de l'OCDE, au voisinage de 9 %.

Figure 7

Actifs financiers des compagnies d'assurances en pourcentage des actifs financiers du secteur financier



Source: *Actifs des investisseurs institutionnels et Comptes de patrimoine financier – non consolidés*, Direction des statistiques, *OECD.Stat*.

23. Un petit nombre de pays signale de fortes hausses (Belgique, Japon et Pologne) ou de fortes réductions (Norvège, Pays-Bas et Royaume-Uni). Si nous examinons les séries plus longues reproduites dans le tableau A4 de l'appendice, nous voyons que ces évolutions

⁷ Pour plus de précisions, voir l'appendice méthodologique.

n'ont pas toujours résulté d'un repositionnement progressif. Par exemple, la Finlande n'a enregistré qu'une légère modification du ratio (de 7,6 à 8,4) alors même qu'en 1999, elle atteignait un pourcentage record de 17,5 %, le quatrième par rang d'importance pour la zone de l'OCDE cette même année. Pour le Japon, on note une rupture dans la série pour 2003 suite à l'inclusion de la compagnie d'assurance-vie publique (Japan Post) qui justifie l'accroissement soudain du ratio du pays cette année-là: l'Espagne, le Royaume-Uni et la Suède ont vu leurs ratios augmenter puis reculer à nouveau⁸.

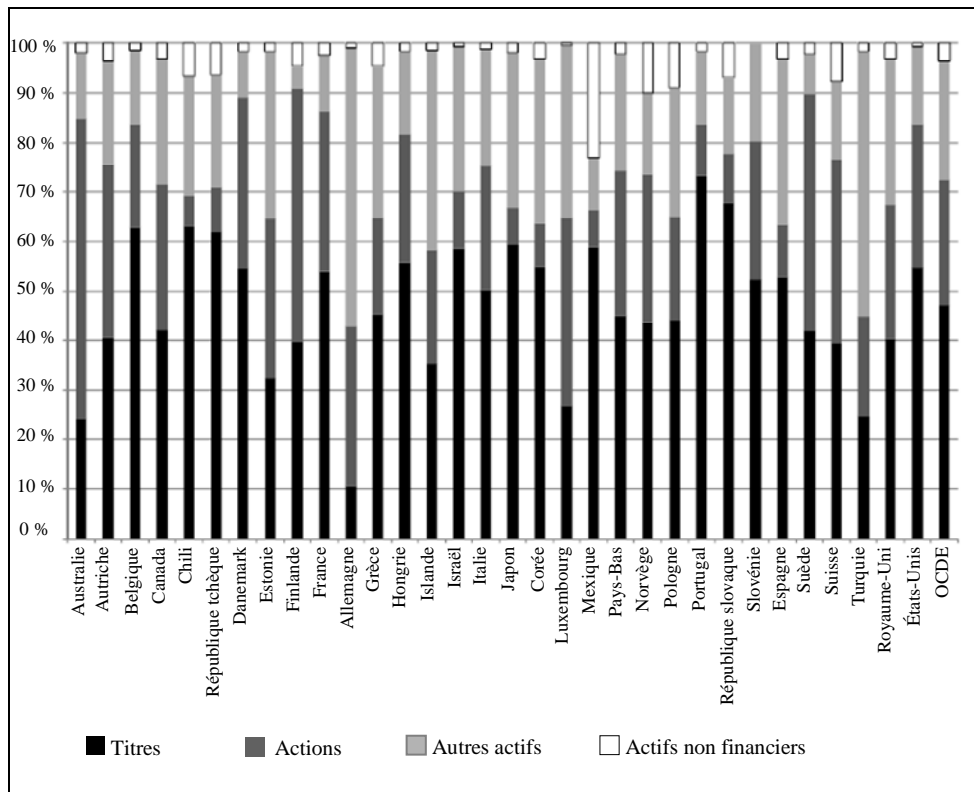
24. Cet indicateur montre que dans toutes les économies de l'OCDE, le rôle d'intermédiation joué par le secteur de l'assurance est resté moindre que celui dévolu aux banques et à d'autres intermédiaires. La Suède a atteint en 1999 le taux le plus élevé de la zone de l'OCDE sur les quinze années à l'examen (26,2 %). En outre, en Suède et en France, les deux pays qui affichaient les ratios les plus élevés en 2009, les actifs totaux du secteur de l'assurance représentaient moins de 20 % des actifs totaux du secteur financier.

25. La crise financière mondiale a souligné l'importance qu'il y avait à se doter d'une politique d'investissement bien définie et d'un processus d'investissement structuré et discipliné. Elle a aussi bien montré que les actifs doivent être gérés en regard du passif. Un assureur cherche à poursuivre des stratégies d'investissement lui permettant de remplir ses engagements auprès des assurés, en créant de la valeur pour les actionnaires et en évitant une prise de risque excessive. Les compagnies d'assurances comptabilisent des éléments d'actif (investissements) et de passif (indemnités et prestations futures) dont la valeur fluctue suivant l'évolution de la situation du marché des capitaux. Lorsque le taux d'intérêt est faible et que la valeur des actions diminue, les assureurs ne parviennent pas à équilibrer leurs actifs et leurs engagements et doivent combler le déficit. Cette situation varie de pays à pays et d'entreprise à entreprise. Pour les compagnies d'assurances, il est donc essentiel de bien définir leur stratégie d'investissement afin de conserver leur solvabilité tant du point de vue économique que réglementaire.

26. La figure 8 montre que dans la plupart des 32 pays de l'OCDE qui communiquent des informations, en 2009, les obligations constituaient la première catégorie d'actifs pour le secteur de l'assurance. Dans 16 pays, les obligations représentaient plus de 50 % du total, le Portugal affichant le taux le plus élevé (73 %). L'Allemagne est le membre de l'OCDE où les obligations comptent le moins (11 %). Pour l'OCDE dans son ensemble (moyenne simple) les obligations représentaient 47 % des actifs totaux en 2009. En revanche, en Australie, en Finlande, au Luxembourg et en Suède, les actions – c'est-à-dire les actions, les autres participations et les parts de fonds communs de placement – constituaient la plus grande catégorie d'actifs. En Australie, les actions représentaient plus de 60 % des actifs totaux en 2009. La catégorie des autres actifs occupait la première place en Allemagne, en Estonie, en Islande et en Turquie par suite d'une importante allocation de portefeuille au profit de dépôts qui, dans le cas de l'Allemagne et de l'Estonie représentaient 30 % environ des actifs totaux des compagnies d'assurances à la fin de 2009. D'une manière générale, les actifs non financiers restent nettement moins importants et leur part en 2009 est tombée bien au-dessous de 10 % dans tous les pays sauf le Mexique, où les compagnies d'assurances plaçaient plus de 20 % de leur investissement dans des actifs non financiers.

⁸ Il faut tenir compte du fait que ces évolutions peuvent résulter d'événements spéciaux survenus sur le marché tels que des fusions et acquisitions.

Figure 8
Composition du patrimoine financier des compagnies d'assurance en 2009

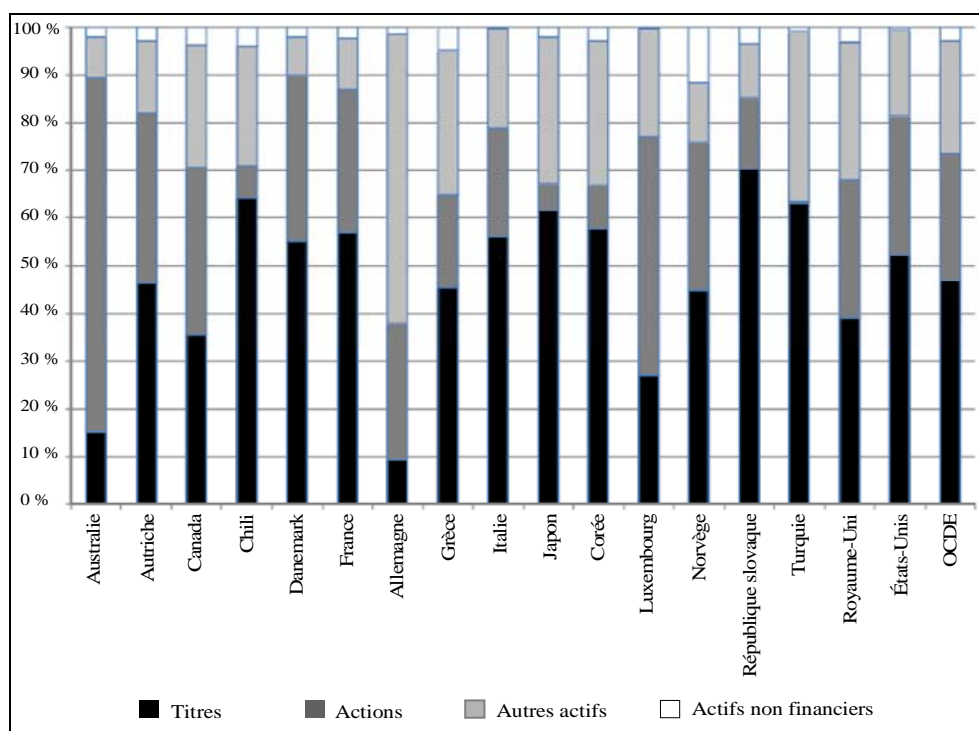


Source: *Actifs des investisseurs institutionnels*, Direction des statistiques, *OECD.Stat*.

27. Étant donné que les provisions détenues par les compagnies d'assurance-vie sont beaucoup plus importantes que celles des compagnies d'assurances non-vie⁹, il faut aussi examiner séparément la composition des actifs des deux catégories. Les figures 9 et 10 montrent la composition du patrimoine financier de chacune. Pour plus de détails, on se reportera au tableau A5 de l'appendice.

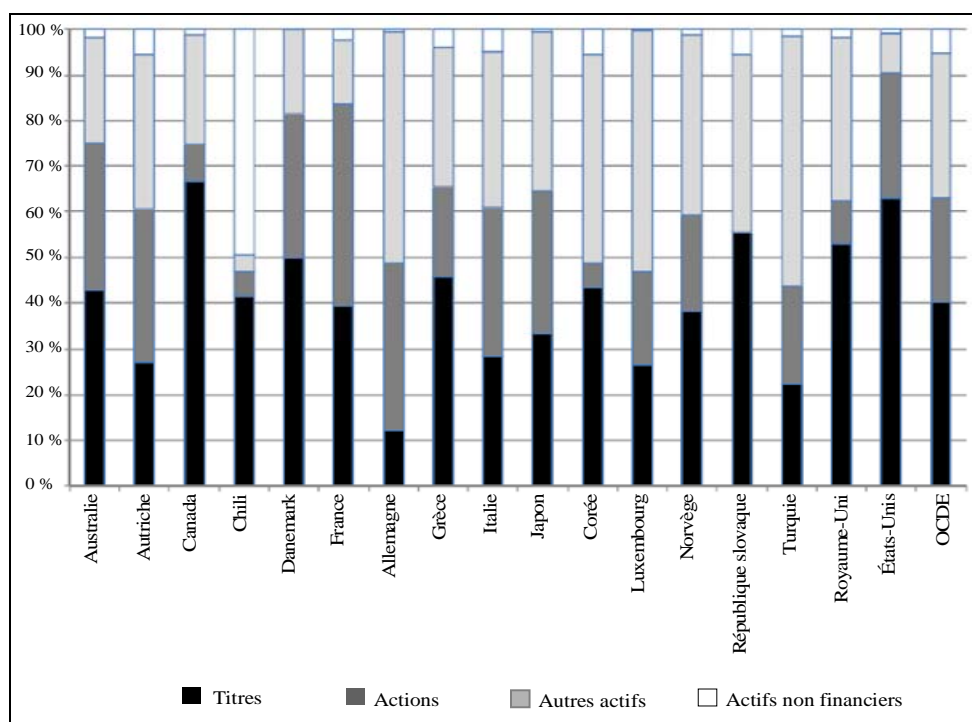
⁹ En 2009, dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, les provisions d'assurance-vie représentaient en moyenne quelque 75 % du montant total des provisions d'assurance.

Figure 9
Composition du patrimoine financier des compagnies d'assurance-vie en 2009



Source: *Actifs des investisseurs institutionnels*, Direction des statistiques, *OECD.Stat*.

Figure 10
Composition du patrimoine financier des compagnies d'assurance non-vie en 2009



Source: *Actifs des investisseurs institutionnels*, Direction des statistiques, *OECD.Stat*.

28. Pour la plupart des pays pour lesquels on dispose de données ventilées, les compagnies d'assurance-vie investissent davantage dans les obligations que les compagnies d'assurance non-vie, à hauteur de 47 et 40 % respectivement (moyenne simple). Pour ce qui est des actions, l'écart est moindre en moyenne entre les investissements des deux types d'intervenants, soit 26 et 22 % respectivement.

29. Nous pouvons conclure que les obligations et les actions constituent la catégorie d'actifs la plus importante pour les compagnies d'assurances dans les pays de l'OCDE, représentant 73 % (moyenne simple) des actifs totaux en 2009 (74 et 63 % pour l'assurance-vie et l'assurance non-vie, respectivement). Ces instruments sont particulièrement adaptés aux besoins d'investissements des compagnies d'assurances.

30. Les obligations et les actions sont aussi pour les compagnies d'assurances une courroie de transmission des turbulences du marché financier. Toutefois, le degré de vulnérabilité du portefeuille ne dépend pas seulement de la catégorie d'actifs (obligations ou actions) mais aussi des caractéristiques de l'instrument financier, à savoir son échéance (court/long terme), le type de rendement (taux fixe ou variable) et l'émetteur (public/privé). En outre, il faut tenir compte du fait que les assureurs détiennent des obligations et des actions indirectement par le biais des parts qu'ils possèdent dans des fonds de placement¹⁰.

31. Concernant l'impact de la dernière crise financière, compte tenu du peu d'informations disponibles, il semble que les stratégies d'investissement prudentes et les prescriptions réglementaires adoptées dans le monde ont contribué à ce que les assureurs ne soient pas trop exposés aux produits financiers qui ont déclenché la crise, comme les titres adossés à des créances¹¹.

32. On peut aussi évaluer l'impact de la crise financière en examinant l'évolution de la valeur des actifs financiers totaux du secteur de l'assurance pendant la période allant de 2007 à 2009. Le tableau A6 de l'appendice montre que dans la plupart des États membres de l'OCDE, les compagnies d'assurances ont notifié une baisse de la valeur des actifs financiers en 2008. La croissance annuelle des principaux instruments financiers montre que les actions sont principalement responsables de ces mauvais résultats. Toutefois, ce n'est que dans quelques cas que la réduction globale est supérieure à 10 % (Australie, Estonie, Islande, Italie et Royaume-Uni), ce qui vient appuyer l'idée selon laquelle les actions n'ont pas beaucoup contribué à la propagation de la crise dans la mesure où elles ne constituent pas le volet le plus important du portefeuille des assureurs. Les données pour 2009 font apparaître un retour global aux valeurs d'actifs comptabilisées avant le début de la crise comme l'ont confirmé les chiffres pour la période 2007-2009. Ce n'est que dans un petit nombre de pays comme l'Italie, l'Islande et le Japon que la valeur totale des actifs financiers à la fin de 2009 était encore inférieure à celle enregistrée au début de 2007.

33. Bien que tous les secteurs achètent des services d'assurance, les ménages sont sans aucun doute les plus gros titulaires de droits sur les provisions d'assurance-vie et d'assurance non-vie. En investissant dans les produits d'assurance-vie, ils constituent une épargne pour se prémunir contre des événements futurs et, ce faisant, ils constituent des actifs financiers en effectuant des versements auprès des compagnies d'assurances qui

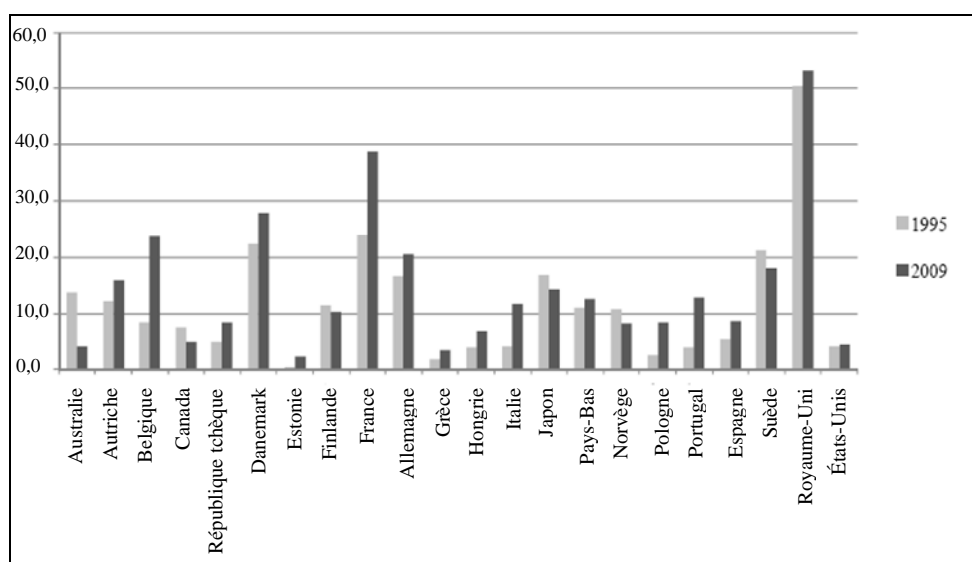
¹⁰ De par le manque de données ventilées sur toutes ces caractéristiques, il n'est pas possible de procéder à une évaluation complète à l'échelle sectorielle des risques couverts par les compagnies d'assurances par le biais de leur portefeuille financier.

¹¹ Dans certains pays, en particulier aux États-Unis, certains grands groupes d'assurance ont été fortement exposés à des avoirs «toxicques» et ont fait état de milliards de dollars de réductions d'actifs et de pertes sur prêts. Pour une analyse plus approfondie de l'impact de la crise sur les compagnies d'assurances, voir OCDE, *The impact of the financial crisis on the insurance sector and policy responses*, 2011.

détiennent des provisions techniques pour honorer ces engagements. Les droits des ménages sur les provisions sont aussi constitués de règlements anticipés, c'est-à-dire de primes versées mais pas encore acquises, et d'autres provisions destinées à couvrir les demandes d'indemnités pour des sinistres survenus mais pas encore réglés¹². La figure 11 montre le ratio entre ces provisions et les actifs financiers totaux des ménages pour 1995 et 2009, pour les pays qui ont fourni des données pour ces deux années.

Figure 11

Ménages: droits sur les provisions des compagnies d'assurance-vie et d'assurance non-vie en pourcentage des actifs financiers totaux



Source: Comptes de patrimoine financier – non consolidés, Direction des statistiques, OECD.Stat.

34. Le ratio a augmenté pour 16 des 22 membres de l'OCDE cités à la figure 11. Dans la plupart des cas, les ratios de 1995 étaient plutôt faibles et seuls quelques pays ont enregistré de nettes hausses (Belgique, France, Italie, Pologne et Portugal). Si l'on examine les séries temporelles plus longues dans le tableau A7 de l'appendice, les ratios sont généralement restés à un bas niveau, ce qui montre l'importance limitée de cet élément d'actif dans le portefeuille financier des ménages. D'après les données de 2009, disponibles pour 30 membres de l'OCDE, les pays peuvent se diviser en trois groupes: ceux avec un ratio inférieur à 10 (le groupe le plus important), ceux dont le ratio va de 10 à 20 % et un troisième groupe composé de pays dont le ratio est supérieur à 20 %. Il convient de noter que dans le dernier groupe, qui ne se compose que de cinq pays, trois de ces pays incluent dans les droits des ménages sur les provisions d'assurance-vie, les produits d'assurance-retraite (Belgique et France) et les provisions des fonds de pension (Royaume-Uni)¹³.

35. Concernant la part des droits sur les provisions d'assurance-vie et d'assurance non-vie dans le portefeuille des ménages, comme on pouvait le prévoir et conformément à ce qu'a permis de constater l'étude de la répartition des actifs du secteur de l'assurance, les

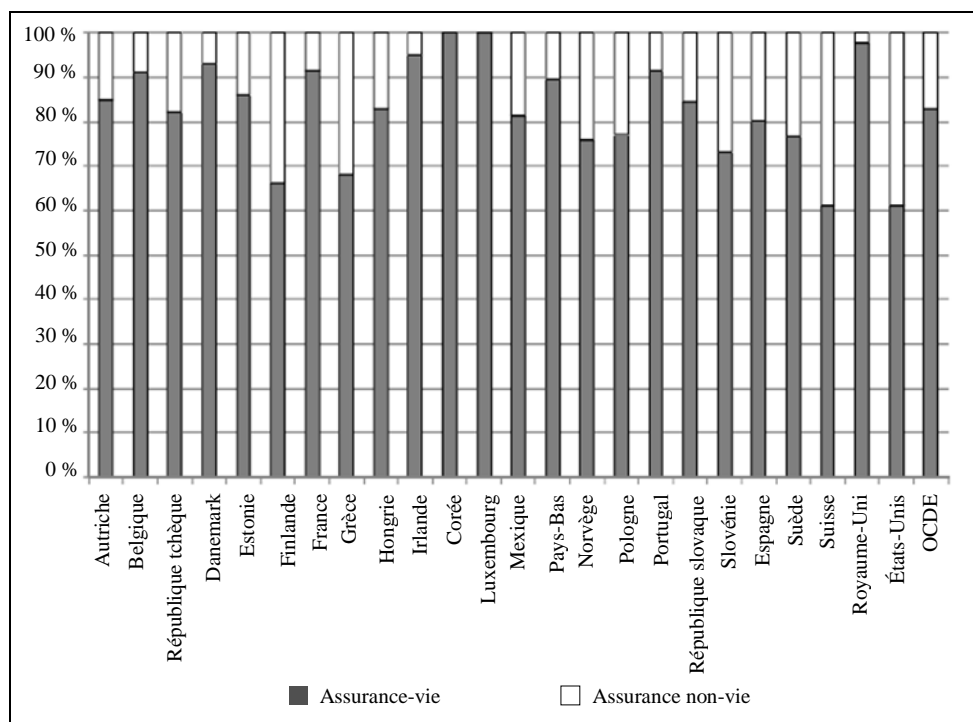
¹² Voir le paragraphe 11.105 du SCN de 2008. Le SCN de 1993 offre une description plus détaillée des paragraphes 11.89 à 11.99.

¹³ Il est possible d'estimer les parts des ménages du Royaume-Uni dans des fonds de pension en utilisant supplémentivement les chiffres relatifs aux actifs totaux des fonds de pension autonomes disponibles dans la base de données de l'OCDE sur les actifs des investisseurs institutionnels. En 2009, ces actifs se montaient à environ 1 100 milliards de livres sterling, soit 27 % environ des actifs financiers totaux du secteur des ménages au Royaume-Uni.

provisions d'assurance-vie dominant dans tous les pays pour lesquels on dispose de données ventilées. La figure 12 montre la composition des droits des ménages sur les provisions d'assurance-vie pour l'année 2009. Pour l'ensemble de la zone de l'OCDE, ces provisions représentent en moyenne 83 % des droits totaux sur les provisions d'assurance détenus par le secteur des ménages.

Figure 12

Composition des droits des ménages sur les provisions d'assurance-vie en 2009



Source: *Comptes de patrimoine financier – non consolidés*, Direction des statistiques, *OECD.Stat*.

III. Les fonds de pension dans les pays de l'OCDE

36. Ces vingt dernières années, nous avons assisté à d'importantes réformes des régimes de retraite dans de nombreux pays de l'OCDE. La plupart de ces pays ont commencé à passer des régimes par répartition non capitalisés à des plans de retraite financés et gérés à titre privé¹⁴. Dans le même temps, de nombreux régimes de retraite gérés par l'administration publique ont mis en place des régimes par capitalisation ou des fonds d'affectation spéciale pour les obligations futures en matière de retraite auxquelles doit faire face leur système par capitalisation¹⁵. Comme on peut s'y attendre, les décideurs, les organismes de réglementation, les acteurs du marché financier et les instances internationales s'intéressent de plus en plus au développement et à l'évolution future du

¹⁴ Pour une description des réformes des régimes de retraite dans les pays de l'OCDE ces dernières décennies, on se reportera à la publication *Pensions at a glance* (Panorama des pensions) de l'OCDE (plusieurs numéros).

¹⁵ On entend par fonds de réserve destinés à financer les retraites publiques les fonds de réserve de la sécurité sociale qui sont principalement financés par les excédents dégagés par le régime (cotisations moins prestations) et gérés par une entité indépendante du secteur public et les fonds de réserve souverains pour les retraites qui sont financés au moyen de transferts budgétaires et donc inclus dans les crédits budgétaires comme dépenses publiques au titre des retraites.

secteur des pensions, y compris au revenu des retraités et à l'épargne-retraite. Les régimes de retraite privés non seulement jouent sur l'activité des marchés de capitaux mais constituent également la principale source de financement des provisions en vue de la retraite pour un nombre croissant de personnes dans le monde. Qui plus est, la récente crise financière a soulevé des préoccupations quant à la vulnérabilité des régimes de retraite par capitalisation et a incité les intervenants à prendre des dispositions pour garantir le paiement de retraites suffisantes à l'avenir.

37. La présente section étudie l'évolution des régimes de retraite capitalisés gérés par le secteur privé dans les pays membres de l'OCDE en mettant particulièrement l'accent sur les fonds de pension autonomes, qui sont le support de financement privé le plus important en vue de la constitution d'un patrimoine-retraite par les ménages. L'étude s'appuie sur les données disponibles dans la base *OECD.Stat* et dans les publications diffusées par la Direction des affaires financières et des entreprises de l'OCDE.

A. Cotisations aux plans d'assurance-retraite privés dans les pays de l'OCDE

38. Il est utile d'examiner les ressources que les ménages et les employeurs ont affectées aux régimes de retraite privés. Le *montant total des cotisations*, disponible dans la base de données relative aux statistiques sur les pensions d'*OECD.Stat*, sous le thème *Finances*, comptabilise tous les versements à un plan de retraite effectués par un promoteur du plan et un adhérent. La figure 13 donne le montant total des cotisations rapporté au revenu disponible des ménages en 2002 et 2009 pour tous les pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles. Bien que les données dont on dispose soient incomplètes, les chiffres autorisent deux constatations: i) en 2009, les cotisations aux régimes de retraite représentaient une part importante du revenu disponible des ménages (plus de 10 %) en Australie, au Danemark, en Estonie, en Finlande, aux Pays-Bas et en Suisse¹⁶; ii) d'autres pays de l'OCDE enregistraient des ratios beaucoup plus faibles (moins de 5 %), bien que ces derniers aient augmenté ces dix dernières années. Le Portugal et l'Espagne constituent une exception dans la mesure où leurs ratios ont progressivement diminué, atteignant leur valeur la plus basse en 2009¹⁷. En Finlande, le ratio des cotisations au revenu disponible des ménages a diminué juste après la crise de 2007 du fait de la réduction du montant des cotisations et de la croissance positive stable du revenu disponible des ménages (voir le tableau A8 de l'appendice)¹⁸. Néanmoins, par suite du montant élevé des taux de cotisation agrégés des employés et des employeurs auxquels les employés du secteur privé étaient assujettis (soit près de 22 % de leur rémunération), en 2009, la Finlande a enregistré le ratio le plus élevé parmi tous les pays de l'OCDE¹⁹.

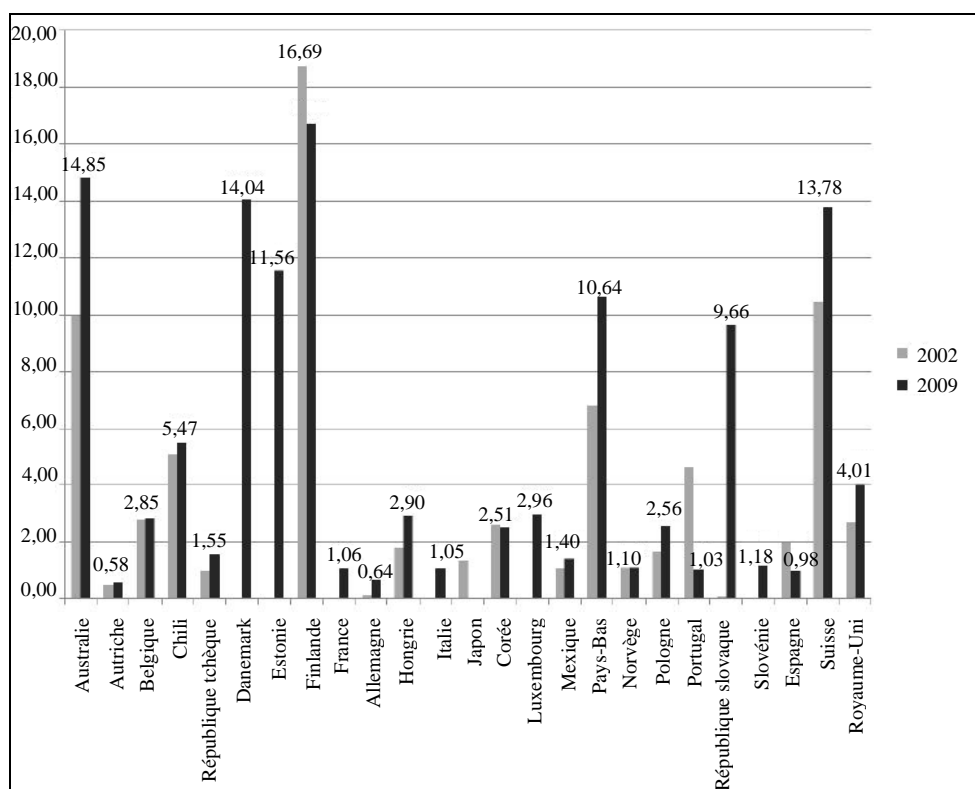
¹⁶ On notera que dans de nombreux pays de l'OCDE, le *stock* des droits des ménages sur les provisions des fonds de pension représentait 10 % environ de leurs actifs financiers totaux la même année, comme il l'est indiqué plus bas à la figure 18.

¹⁷ Pour plus de précisions, voir le tableau A8 de l'appendice.

¹⁸ Effectivement, le montant des cotisations rapporté au PIB ne fait pas état d'une telle réduction dans la mesure où le PIB s'est contracté au même rythme que les cotisations.

¹⁹ Aux fins de comparaison, on notera qu'en Australie, le taux de cotisation, versé exclusivement par le promoteur du plan, est de 9 %, tandis que les employés peuvent verser des cotisations volontaires qui sont toutefois assujetties à un plafond annuel. En Suisse, un autre pays de l'OCDE où l'on enregistre des taux de cotisation élevés, les taux de cotisation des employés varient en fonction de l'âge, de 7 % de la rémunération pour la tranche d'âge des 25-34 ans, à 18 % pour la tranche d'âge des 55-65 ans. Les employeurs doivent cotiser au moins autant que les employés. Il importe de noter, toutefois, que les auteurs sont en train d'étudier le régime de retraite finlandais pour mieux comprendre la façon dont ses statistiques sont enregistrées.

Figure 13
Cotisations aux régimes de retraite privés en pourcentage du revenu disponible des ménages



Source: *Cotisations*, extrait des Statistiques sur les pensions, Direction des affaires financières, et *Revenu disponible des ménages*, extrait des Comptes nationaux, Direction des statistiques, OECD.Stat.

B. Sources de financement des plans de retraite privés

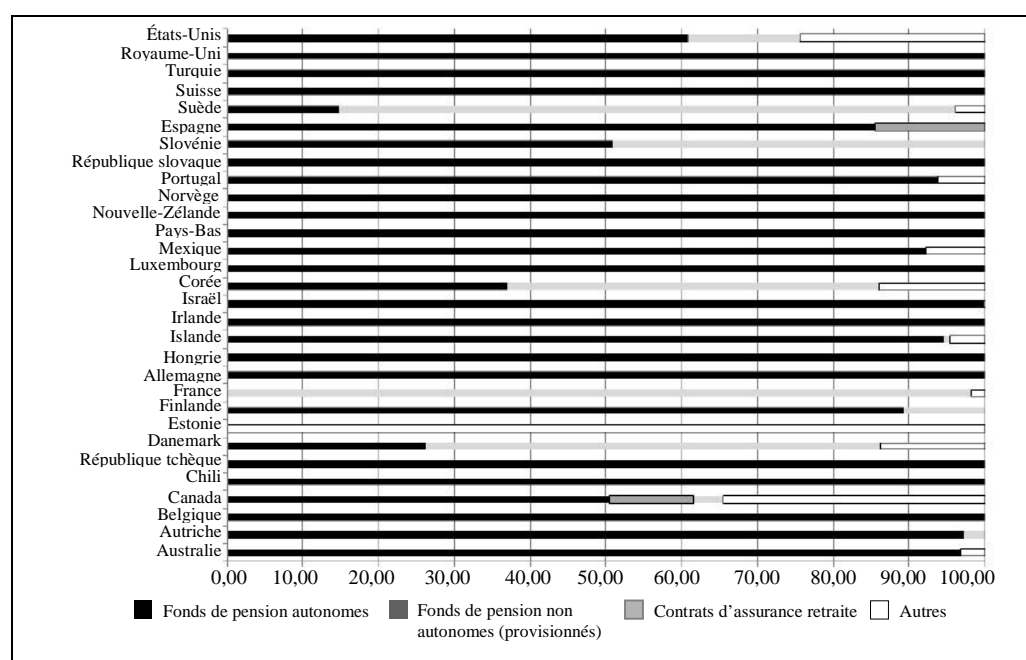
39. Selon la *classification des plans et fonds de pension* adoptée par la Direction des affaires financières, on peut définir trois grands types de supports de financement pour l'accumulation d'épargne-retraite: fonds de pension autonomes, fonds de pension non autonomes (provisionnés) et compagnies d'assurances offrant des contrats d'assurance-retraite. Il existe aussi une catégorie résiduelle qui comprend les fonds gérés par d'autres établissements financiers comme les banques ou les sociétés d'investissement et tous les plans de retraite privés qui ne rentrent pas dans les trois catégories précitées²⁰.

²⁰ *Fonds de pension autonome* désigne le regroupement des actifs formant une entité légale indépendante acquis grâce aux cotisations à un plan de retraite dans le but unique de financer les prestations du plan de retraite. Les membres du plan/fonds ont un droit légal ou d'usufruit ou d'autres formes contractuelles de créances envers les actifs du fonds de pension. *Fonds de pension non autonomes (provisionnés)* désigne les sommes inscrites au bilan du promoteur du plan en tant que réserves ou provisions pour les prestations des plans de retraite. Des actifs peuvent être détenus dans des comptes séparés à des fins de financement des prestations, mais ils ne sont ni légalement ni contractuellement des actifs du plan de retraite. *Contrat d'assurance-retraite* désigne un contrat d'assurance qui spécifie un calendrier de cotisations du plan de retraite à une compagnie d'assurances en échange desquelles les prestations du plan de retraite seront payées quand le membre atteint l'âge

40. La figure 14 montre qu'en 2009, les fonds de pension autonomes représentaient le moyen le plus courant d'accumuler de l'épargne-retraite dans les pays de l'OCDE et le seul support de financement pour les plans de retraite privés dans beaucoup d'entre eux. Toutefois, comme le montre le tableau A9 de l'appendice, les autres types de supports de financement étaient aussi importants dans certains pays. En 2009, les contrats d'assurance-retraite détenaient une part considérable des actifs totaux des plans de retraite en France (98 %) et en Suède (81 %). Ce type de contrats était aussi important, bien que dans une moindre mesure au Danemark (60 % du montant total des actifs des plans de retraite du pays), en Corée (49 %) et en Slovénie (49 %). Les fonds de pension non autonomes (provisionnés) sont plutôt rares dans les pays de l'OCDE, n'étant présents qu'au Canada (11 % des actifs des régimes de retraite du pays en 2009) et en Espagne (14 %).

Figure 14

Actifs des plans de retraite par support de financement en pourcentage des actifs totaux des plans de retraite en 2009



Source: *Indicateurs relatifs aux pensions*, Direction des affaires financières et des entreprises, OECD.Stat.

C. Évolution des fonds de pension autonomes

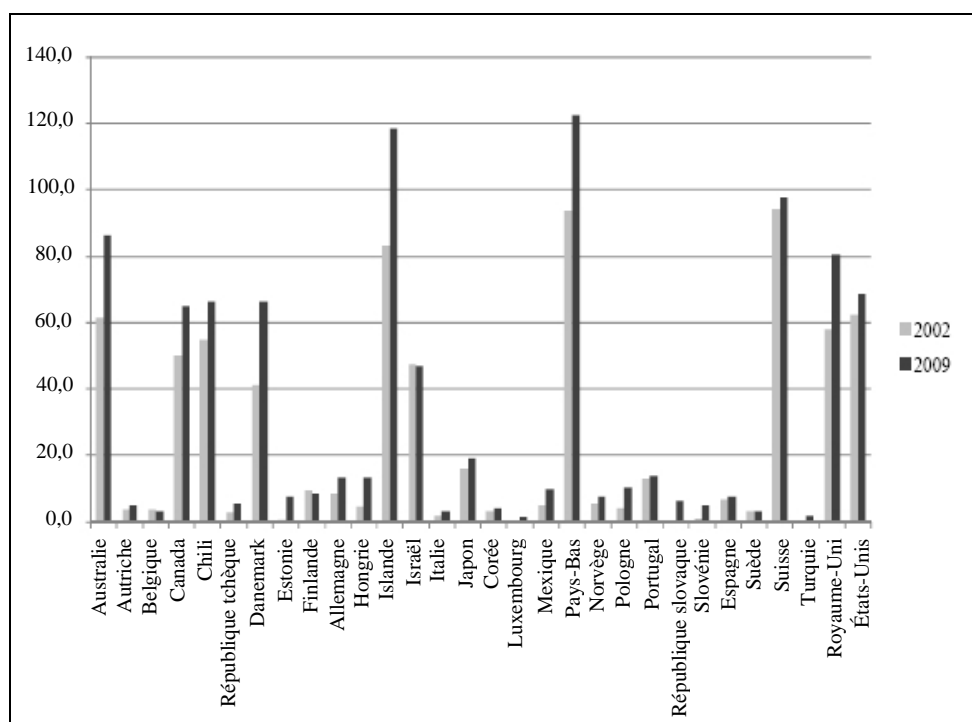
41. Comme dans presque tous les pays de l'OCDE, les plans de retraite gérés par des fonds de pension autonomes constituent le type principal de régime de retraite privé, l'étude ci-après est consacrée à cet important support de financement permettant aux ménages de constituer leur patrimoine-retraite. Deux indicateurs peuvent être utilisés pour faire une étude comparative entre pays de l'importance des fonds de pension autonomes dans les pays de l'OCDE.

de la retraite spécifié à l'avance ou dans le cas de sortie anticipée des membres du plan. La catégorie *Autres* comprend les types de supports de financement ne relevant pas des autres catégories.

Source: *OECD global pension statistics: general statistical and methodological guidelines*, DAF/AS/PEN/WD(2011)10.

42. Le premier indicateur est le ratio des actifs totaux des fonds de pension autonomes au PIB. Ce ratio a connu un accroissement relativement stable jusqu'en 2007, exception faite de la forte baisse enregistrée en 2000-2002 qui a résulté de la contraction du marché des valeurs mobilières suite à la bulle Internet, la période d'investissements spéculatifs dans les sociétés Internet («point com») qui s'est produite entre 1995 et 2000 et a fait grimper la valeur des actions de ces firmes de façon exponentielle. Les turbulences financières qui ont débuté au milieu des années 2007 ont à nouveau touché les fonds de pension, provoquant une réduction de la rentabilité nette du capital investi et du prix des actifs. En conséquence, les actifs totaux des fonds de pension autonomes en pourcentage du PIB ont baissé dans la plupart des pays de l'OCDE en 2008, même si ce ratio s'est redressé un an plus tard (voir le tableau A10 de l'appendice). La baisse de ce ratio a été plus marquée dans les pays qui enregistraient les ratios des actifs totaux au PIB les plus élevés, et qui, relativement, étaient très exposés aux fluctuations des cours des actions étant donné la part revenant aux actions dans les investissements totaux (par exemple, l'Australie, les États-Unis, l'Islande, les Pays-Bas et la Suisse) comme il l'est expliqué ci-après dans la partie décrivant la répartition des actifs des fonds de pension autonomes. La figure 15 révèle d'énormes disparités entre les actifs des fonds de pension autonomes en pourcentage du PIB de divers pays et à diverses dates. Les taux les plus élevés en 2009 ont été enregistrés en Australie (86 %), en Islande (118 %), aux Pays-Bas (123 %), en Suisse (98 %) et au Royaume-Uni (80 %).

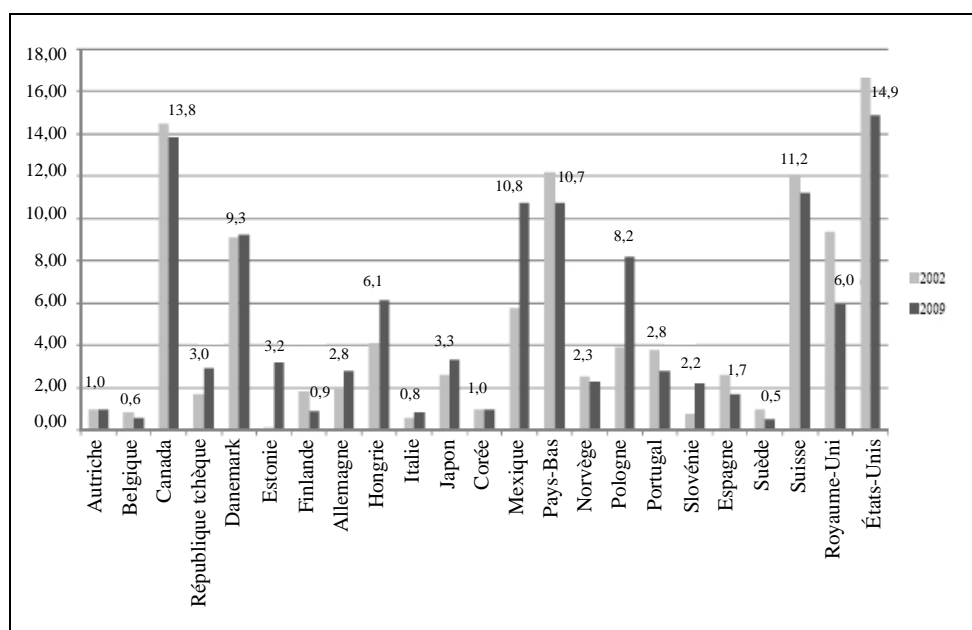
Figure 15

Actifs des fonds de pension autonomes en pourcentage du PIB en 2002 et en 2009

Source: *Actifs des investisseurs institutionnels*, Direction des statistiques, *OECD.Stat*.

43. Le deuxième indicateur, qui est aussi utile pour évaluer le rôle dévolu aux fonds de pension autonomes, est la place qui leur revient dans le secteur financier, que l'on calcule en examinant leurs actifs financiers totaux en pourcentage des actifs financiers totaux du secteur financier (sociétés financières, S12).

Figure 16
Actifs financiers des fonds de pension autonomes en pourcentage des actifs financiers totaux des sociétés financières



Source: *Actifs des investisseurs institutionnels et Comptes de patrimoine financier – non consolidés*, Direction des statistiques, *OECD.Stat*.

44. La figure 16 montre qu'en 2009, le ratio était encore faible: il n'était supérieur à 10 % que dans un petit nombre de cas. Bien que d'une manière générale, il ait eu tendance à baisser dans de nombreux pays ces dix dernières années, on a pu constater une nette augmentation de la place revenant aux fonds de pension autonomes dans le secteur financier au Mexique et en Pologne (voir le tableau A11 de l'appendice).

D. Stratégies d'investissement des fonds de pension autonomes

45. La valeur marchande des actifs totaux détermine la capacité des fonds de pension autonomes à honorer leurs engagements auprès des travailleurs lorsqu'ils atteignent l'âge de la retraite. Il est donc fondamental d'étudier la stratégie d'investissement des fonds de pension autonomes afin d'évaluer les risques courus et les rendements prévus de leurs portefeuilles.

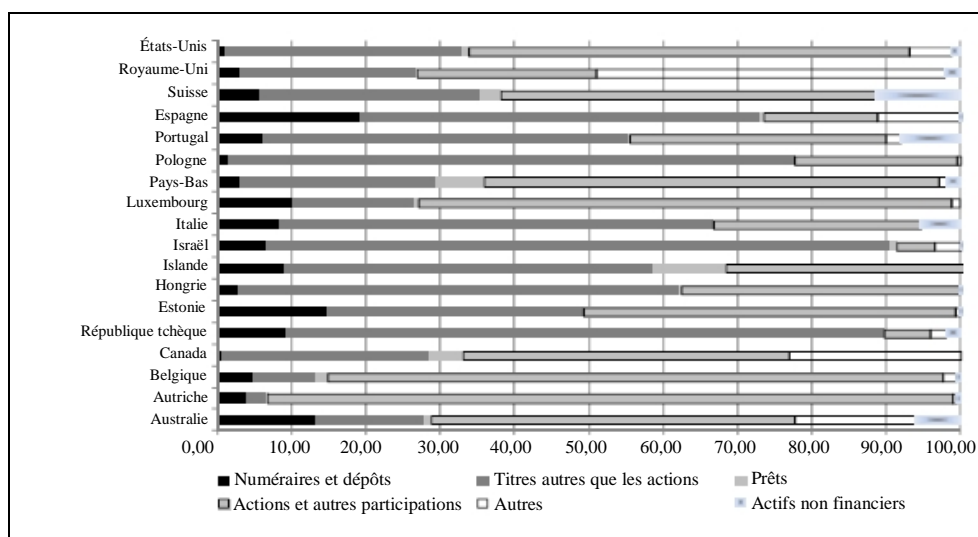
46. Le tableau A12 de l'appendice montre qu'entre 1995 et 2005, une hausse importante des investissements de portefeuille résultant de la suppression progressive des plafonds imposés à l'investissement s'est produite dans plusieurs pays de l'OCDE²¹. En 2005, les *actions et autres participations* représentaient plus de 40 % des actifs totaux dans la plupart des pays et, dans trois d'entre eux, elles représentaient plus de 70 % du portefeuille total – Autriche (96 %), Belgique (86 %) et Luxembourg (77 %). Ces évolutions ont été imputées à la part décroissante revenant aux *titres autres que les actions* et, dans certains cas, à de petites réductions du poste *numéraire et dépôts*. Pour sa part, la récente crise financière s'est traduite par une réaffectation des actifs en faveur des moins risqués, même

²¹ Les plafonds imposés à l'investissement s'appliquent habituellement aux investissements de portefeuille et aux valeurs étrangères.

si les *actions et autres participations* demeuraient très importantes. La figure 17 présente la composition du patrimoine financier des fonds de pension autonomes en 2009. L'Estonie, l'Islande et le Luxembourg ont augmenté le poids de la rubrique *numéraire et dépôts* dans leurs portefeuilles qui, en 2009, représentait environ 10 % de leurs actifs totaux. L'Espagne a continué d'afficher le plus haut pourcentage de *numéraire et dépôts* dans la zone de l'OCDE (environ 20 %). Les *titres autres que les actions* étaient l'élément d'actif le plus important dans une minorité de pays pour lesquels des données étaient disponibles: la part revenant à cet élément dans les actifs totaux pour 2009 était de plus de 50 % en Espagne, en Hongrie, en Israël, en Italie, en Pologne et en République tchèque. Dans la majorité des pays, les *actions et autres participations* représentaient la part la plus importante des actifs, et, dans trois pays, en représentaient plus des deux tiers (Autriche, Belgique et Luxembourg)²². Les autres actifs financiers non classés ailleurs semblaient occuper une très bonne place dans certains pays (Australie, Canada, Espagne et Royaume-Uni)²³. Dans la plupart des pays, la catégorie des actifs non financiers était négligeable, ce qui ne faisait que confirmer le peu d'intérêt suscité par les investissements directs dans l'immobilier.

Figure 17

Répartition des actifs des fonds de pension autonomes en 2009



Source: *Actifs des investisseurs institutionnels*, Direction des statistiques, *OECD.Stat*.

E. Les fonds de pension du point de vue du secteur des ménages

47. Les fonds de pension peuvent aussi être étudiés du point de vue du secteur des ménages dans la mesure où l'épargne-retraite accumulée au moyen des divers supports de financement représente aussi une partie du patrimoine financier des ménages. La figure 18 montre la place qui revient aux droits nets des ménages sur les provisions des fonds de

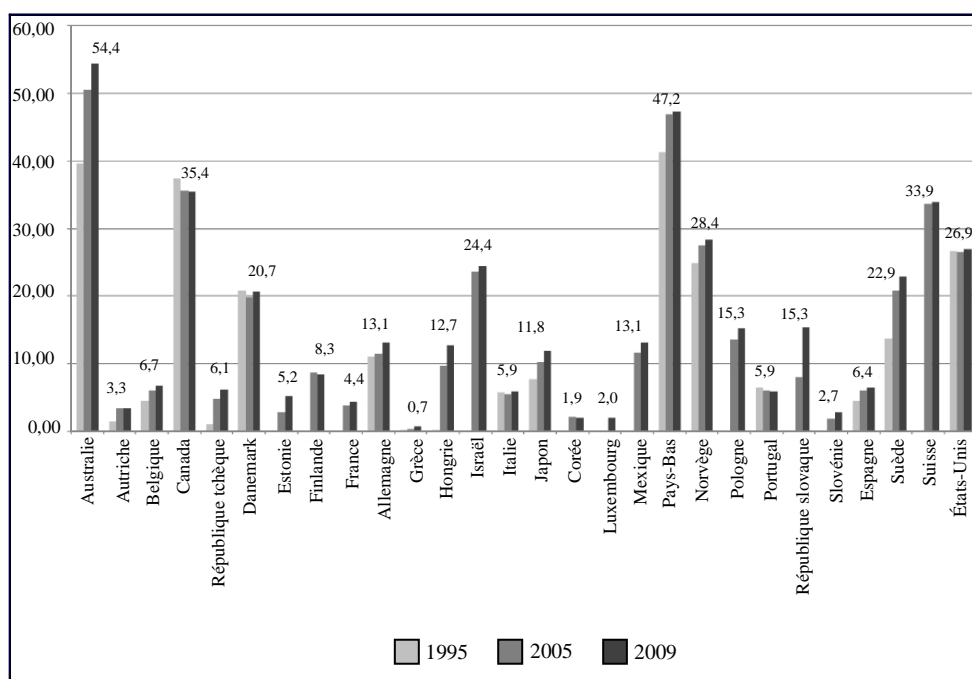
²² Comme il l'a été souligné plus haut pour les compagnies d'assurances, il est utile de mentionner que les fonds de pension autonomes détiennent indirectement des obligations et des actions par l'intermédiaire de leurs portefeuilles d'actions dans des fonds de placement. Toutefois, les données ventilées disponibles ne permettent de déterminer ni le pourcentage que les parts totales dans des fonds d'investissement représentent dans les actifs des fonds de pension autonomes ni le type de fonds d'investissement (par exemple fonds obligataires, dotations en capital, fonds hybrides) dans lesquels les fonds de pension investissent.

²³ Comme l'on ne dispose pas de données ventilées, la catégorie *Autres, non classés ailleurs* devrait comprendre les instruments financiers dérivés, les crédits commerciaux et les autres effets à recevoir.

pension dans les actifs totaux nets des mêmes ménages pour plusieurs pays de l'OCDE lors de trois années différentes.

Figure 18

Droits nets des ménages sur les provisions des fonds de pension en pourcentage des actifs financiers totaux du secteur des ménages



Source: *Comptes de patrimoine financier – non consolidés* (sauf pour l'Australie et Israël pour lesquels on ne dispose que de données consolidées), Direction des statistiques, *OECD.Stat*.

48. Ces dernières années, dans la plupart des pays de l'OCDE, les ménages ont fait une plus large place aux droits sur les provisions des fonds de pension dans leur patrimoine, en particulier en Australie, en Hongrie, au Mexique, en Pologne, en République tchèque et en Suède. En outre, la part de ces provisions dans les actifs financiers totaux des ménages s'est plus solidement maintenue que les parts correspondant aux participations directes et aux organismes de placement collectif²⁴. En 2009, les droits sur les provisions des fonds de pension représentaient plus de 30 % des actifs financiers totaux des ménages dans quatre pays de l'OCDE – Australie (54 %), Canada (35 %), Pays-Bas (47 %) et Suisse (34 %)²⁵. Toutefois, une étude plus approfondie des droits des ménages sur les provisions des fonds de pension en pourcentage de leur revenu disponible brut montre que ces droits ont été touchés par la crise financière. Le tableau A14 de l'appendice fait état d'une nette réduction de ce ratio en 2008 – de 20 % environ – en Australie, au Canada, aux États-Unis et aux Pays-Bas. Dans ces quatre pays, les droits des ménages sur les provisions des fonds de pension constituent depuis plusieurs années plus de 100 % du revenu disponible des ménages. Les Pays-Bas se distinguent pour ce qui est du patrimoine retraite des ménages, bien plus de deux fois supérieur au revenu disponible. Plus de la moitié des pays figurant dans le tableau ont vu leur ratio chuter en 2008 et un cinquième l'a maintenu au niveau

²⁴ Pour plus de renseignements, on se reportera aux «Comptes de patrimoine financier – consolidés et non consolidés», Comptes nationaux, *OECD.Stat*.

²⁵ Pour les actifs des ménages dans les plans de retraite au Royaume-Uni, on se reportera à la note de bas de page 13 dans la section 1.

enregistré en 2007. Seuls 5 des 28 pays ont notifié en 2008 une petite hausse de ce ratio qui est remonté en 2009 dans tous les pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, bien que la plupart de ces pays ne se soient pas encore entièrement remis des pertes de 2008.

IV. Conclusions

49. Le présent document a souligné les principales caractéristiques, l'évolution et certaines des vulnérabilités des compagnies d'assurances et des fonds de pension privés dans les pays membres de l'OCDE. Selon les normes comptables nationales, les compagnies d'assurances et les fonds de pension (autonomes) sont classés ensemble pour constituer un seul secteur institutionnel de l'économie dans la mesure où ils ont la même fonction première: mutualiser et gérer les risques au nom des assurés. Néanmoins, à des fins d'analyse, il peut parfois être préférable de continuer à examiner séparément les deux secteurs afin de mieux saisir leurs particularités.

50. La structure sociale et économique d'un pays, le niveau de protection offert par l'administration publique, le rôle des intermédiaires financiers et la disponibilité de produits financiers permettant d'acquérir une protection contre les risques déterminent l'importance de ce secteur dans l'économie.

51. Dans la phase actuelle du cycle conjoncturel, les pays membres de l'OCDE se débattent contre les mêmes problèmes structurels: des taux de croissance économique faibles, de forts taux de chômage, des déficits et un endettement public élevés, une faible productivité, une population vieillissante et un système de protection sociale coûteux. Dans ce contexte, les régimes d'assurance privés ont toutes les chances de voir leur rôle s'accroître. En mutualisant et en gérant les risques, ils contribuent autant que possible à la bonne marche de l'activité économique et de la vie sociale en soutenant la croissance économique.

52. Depuis 1995, la part du secteur de l'assurance dans le secteur financier total, mesurée en fonction des actifs financiers totaux, s'inscrit à la hausse dans de nombreux pays de l'OCDE. Néanmoins, pour la zone de l'OCDE dans son ensemble, cette part est restée stable à environ 9 %, venant confirmer que le rôle d'intermédiation des compagnies d'assurances est nettement inférieur à celui dévolu aux banques et autres intermédiaires.

53. Pour ce qui est de la répartition des actifs, dont dépend fortement la capacité des assureurs à honorer leurs engagements, les obligations et les actions sont les premières catégories d'actifs pour les compagnies d'assurances dans les pays de l'OCDE. Les compagnies d'assurance-vie conservent un pourcentage plus élevé de leurs actifs sous forme d'obligations et d'actions que les compagnies d'assurance non-vie.

54. La crise financière qui a éclaté en 2007 a atteint le patrimoine des assureurs en particulier par le biais des actions. L'examen de l'évolution des actifs financiers totaux pour la période 2007-2009 montre que la valeur de ces actifs a retrouvé son niveau d'avant la crise en 2009.

55. Les ménages sont sans aucun doute les principaux titulaires de droits sur les provisions d'assurance, lesquelles s'inscrivent dans leur patrimoine financier total. Depuis 1995, la place de cette composante dans les actifs financiers des ménages a augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE, bien que les ratios des pays soient généralement restés à un faible niveau, démontrant le rôle limité de cet élément d'actif.

56. L'étude des fonds de pension dans les pays de l'OCDE a montré le rôle croissant des régimes de retraite privés dans la fourniture de prestations de retraite. Ces dix dernières années, les cotisations ont augmenté en pourcentage du revenu disponible des ménages

dans la plupart des pays membres alors que les ratios des actifs totaux au PIB des fonds de pension autonomes, le support de financement le plus important dans les pays de l'OCDE, ont enregistré en succession une croissance relativement stable jusqu'en 2007, une baisse en 2008 suite à la récente crise financière et un redressement en 2009. Toutefois, la part des fonds de pension autonomes dans l'ensemble du secteur financier reste modeste dans la plupart des pays de l'OCDE. Malgré tout, l'importance des droits sur les provisions des fonds de pension s'est accrue dans le portefeuille des ménages, bien que comme le montrent les ratios de ces droits au revenu disponible brut, les provisions ont été touchées par la récente crise financière et leur valeur ne s'est pas entièrement rétablie en 2009. Il convient aussi de mentionner que dans certains pays, les droits sur les provisions ont aussi représenté pendant plusieurs années plus de 100 % du revenu disponible des ménages et que les Pays-Bas, en particulier, se caractérisent par un patrimoine retraite privé plus de deux fois supérieur au revenu disponible des ménages.

57. Les importantes réformes des retraites engagées dans de nombreux pays de l'OCDE en faveur de plans gérés par le secteur privé jouent un rôle essentiel dans ces évolutions et expliquent pourquoi les décideurs, les organismes de réglementation, les acteurs des marchés financiers et les organisations internationales s'intéressent de plus en plus à l'établissement de régimes de retraite et à l'impact attendu sur le revenu des retraités et l'épargne-retraite. Qui plus est, la récente crise financière a mis en évidence la vulnérabilité des régimes de retraite par capitalisation et incité les autorités à prendre des dispositions pour garantir le paiement de retraites suffisantes à l'avenir. Comme plusieurs administrations publiques de pays de l'OCDE, soucieuses d'appuyer leurs économies, se heurtent à une grave crise d'endettement public et à une population vieillissante, une combinaison de provisions pour le paiement de prestations de retraite faisant intervenir le public et le privé et de plans de retraite par répartition et par capitalisation semble être la voie la plus prudente à suivre. De fait, alors que les systèmes par répartition sont principalement mis à mal par le vieillissement de la population, les systèmes de retraite par capitalisation sont sensibles aux fluctuations des marchés financiers, les risques étant portés par les employeurs/promoteurs (régimes à prestations définies) et/ou les employés (régimes à cotisations définies)²⁶.

58. L'étude présentée dans le présent document se fonde sur les données disponibles dans *OECD.Stat*, la base centrale de données en ligne de l'OCDE qui contient des données comptables sectorielles ainsi que des statistiques communiquées par des organismes de réglementation nationaux.

59. Bien que l'on dispose d'un plus grand nombre de données sur le secteur des assurances et des pensions, des lacunes demeurent dans le domaine statistique. La cohérence entre les normes comptables fournies par les organes de surveillance et par les pays et les résultats obtenus, la ventilation des données, les principes d'évaluation, la tenue à jour des informations recueillies, le nombre de personnes visées, la politique de révision en vigueur, sont autant d'aspects où de nouvelles améliorations peuvent être apportées.

60. Étant donné la situation économique actuelle dans le monde, il est extrêmement important de disposer de statistiques nationales actualisées, compatibles et comparables à l'échelle internationale qui soient conservées dans des bases de données multinationales pour procéder à des études comparatives entre les pays et appuyer le processus d'élaboration des politiques. Les organisations internationales ont fait beaucoup de progrès dans ce domaine par suite des mesures prises à l'issue des crises financières à la fin du siècle dernier. Bien que la dernière crise financière ne soit pas corrélée à la pénurie de données, elle a montré la nécessité de combler les déficits d'information pour dégager plus de connaissances sur les vulnérabilités du secteur financier et les relations transfrontières

²⁶ Perspectives de l'OCDE sur les pensions privées 2008 et Panorama des pensions 2011 de l'OCDE.

entre intermédiaires financiers. Parmi les initiatives récentes en ce sens, on citera la demande faite par les ministres des finances et les gouverneurs de banque centrale du G-20 tendant à définir des mesures propres à combler les lacunes en matière de données dans quatre grands domaines intéressant les décideurs: l'accumulation des risques dans le secteur financier; les relations financières transfrontières; les vulnérabilités des économies nationales vis-à-vis des chocs; la communication de statistiques officielles²⁷. Cette initiative fait également intervenir les statistiques sur les compagnies d'assurances et les fonds de pension dans la mesure où ces derniers constituent d'importants secteurs financiers non bancaires et sont de plus en plus imbriqués avec le système bancaire. Ces statistiques permettront non seulement d'analyser plus facilement la stabilité financière mais d'établir des comptes nationaux de meilleure qualité.

VI. Références

BCE, communiqué de presse du 27 juin 2011

BCE, Statistiques relatives aux sociétés d'assurances et fonds de pension de la zone euro, notes explicatives, 2011

BCE, Maintenir à la hauteur des besoins les statistiques monétaires et financières de la BCE, Bulletin mensuel, août 2011

Eurostat, Système européen de comptabilité 1995

G-10, Ageing and pension system reform: implications for financial markets and economic policies, 2005

OCDE, Pensions at a glance (Panorama des pensions), plusieurs numéros

OCDE, Pension market in focus (Le point sur les marchés des pensions) n^{os} 1 à 8, plusieurs années

OCDE, Perspectives de l'OCDE sur les pensions privées 2008

OCDE, Annuaire des statistiques d'assurance 1999-2008, 2010

OCDE, The impact of the Financial Crisis on the Insurance Sector and policy responses, Policy issues in Insurance, 2011

ONU, Système de comptabilité nationale de 1993

ONU, Système de comptabilité nationale de 2008

²⁷ Les trois rapports présentés aux ministres des finances et aux gouverneurs de banque centrale du G-20 sont disponibles à l'adresse: <http://www.imf.org/external/np/g20/pdf/102909.pdf>, pour la réunion de novembre 2009, www.imf.org/external/np/g20/pdf/053110.pdf, pour la réunion de juin 2010, et <http://www.imf.org/external/np/g20/pdf/063011.pdf>, pour la réunion de juin 2011, respectivement.

Tableaux

Tableau A1. OCDE: Structure du marché de l'assurance en 2009

Tableau A2. Pénétration du marché dans les pays de l'OCDE (en pourcentage)

Tableau A3. Densité du marché en dollars É.-U.

Tableau A4. Actifs financiers totaux des compagnies d'assurances rapportés aux actifs financiers totaux du secteur financier

Tableau A5. Compagnies d'assurances: composition du patrimoine financier en 2009

Tableau A6. Secteur des assurances: évolution des actifs financiers totaux (en pourcentage)

Tableau A7. Ménages: droits sur les provisions d'assurance rapportés aux actifs financiers totaux (en pourcentage)

Tableau A8. Cotisations aux fonds de retraite en pourcentage du revenu disponible des ménages

Tableau A9. Actifs des plans de retraite par support de financement en pourcentage des actifs totaux des plans de retraite

Tableau A10. Actifs des fonds de pension autonomes en pourcentage du PIB

Tableau A11. Actifs financiers des fonds de pension autonomes en pourcentage des actifs financiers totaux des sociétés financières

Tableau A12. Répartition des actifs des fonds de pension autonomes

Tableau A13. Droits nets des ménages sur les provisions de fonds de pension en pourcentage des actifs financiers totaux des ménages

Tableau A14. Droits nets des ménages sur les provisions de fonds de pension en pourcentage du revenu disponible des ménages

Appendice méthodologique

Figure 4

Les données sont extraites du tableau «Part de l'assurance-vie» qui figure dans la section «Indicateurs pour les assurances» de la base de données relative aux statistiques sur les assurances d'*OECD.Stat*, sous le thème «Finances». Les données pour l'Autriche, le Danemark, la France, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni se rapportent à 2008.

Figure 5 et tableau A2

Les données sont extraites du tableau «Pénétration» qui figure dans la section «Indicateurs pour les assurances» de la base de données relative aux statistiques sur les assurances d'*OECD.Stat*, sous le thème «Finances». Dans la figure 5, les données pour l'Allemagne, l'Australie, le Danemark, la Grèce, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et l'OCDE au total se rapportent à 2008. Les données concernant la Turquie remontent à 2007.

Figure 6 et tableau A3

Les données sont issues du tableau «Densité» qui figure dans la section «Indicateurs pour les assurances» de la base de données relative aux statistiques sur les assurances d'*OECD.Stat*, sous le thème «Finances». Dans la figure 6, les données pour l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, les États-Unis, la Grèce, le Japon, les Pays-Bas, la République slovaque et le Royaume-Uni se rapportent à 2008. Les données concernant la Belgique, la Turquie et l'OCDE au total remontent à 2007.

Figure 7 et tableau A4

Les données sur les actifs financiers totaux des compagnies d'assurance (au numérateur) sont extraites de la base de données relative aux actifs des investisseurs institutionnels d'*OECD.Stat*, sous le thème «Finances». Les données sur les actifs financiers totaux du secteur financier (au dénominateur) sont extraites du tableau 720 (Comptes de patrimoine financier – non consolidés) de la base de données relative aux «Comptes financiers» figurant dans *OECD.Stat*, sous le thème «Comptes nationaux».

Figures 8, 9 et 10 et tableau A5

Les données sont extraites de la base de données relative aux actifs des investisseurs institutionnels qui figure dans *OECD.Stat*, sous le thème «Finances». Parmi les autres actifs figurent le numéraire et les dépôts, les prêts et les actifs financiers restants. Pour l'Allemagne, le Danemark, la Finlande, la France, la Grèce, le Japon, la Corée, la Norvège et la Suède, les données sur les biens immobiliers pour les compagnies d'assurances dans leur ensemble et/ou pour les compagnies d'assurance-vie et de non-vie sont extraites du tableau «Destination des investissements des compagnies d'assurance» qui figure dans la base de données relative aux statistiques sur les assurances d'*OECD.Stat*, sous le thème «Finances».

Tableau A6

Les données sont extraites de la base de données relative aux actifs des investisseurs institutionnels d'*OECD.Stat*, sous le thème «Finances». Les pourcentages sont calculés en rapportant la variation des actifs financiers totaux pendant l'année à l'examen au montant des actifs totaux en circulation à la fin de l'année précédente. La variation du stock n'équivaut pas à la transaction nette opérée dans l'année car elle tient compte des réévaluations et d'autres modifications de la valeur (par exemple, passation d'actifs par profits et pertes). La variation des actifs financiers totaux pour la période 2007-2009 a été calculée comme étant l'écart entre les valeurs comptabilisées en fin d'exercice en 2006 et 2009.

Figure 11 et tableau A7

Les données sur les droits des ménages sur les provisions d'assurance-vie et non-vie (au numérateur) et sur les actifs financiers totaux des ménages (au dénominateur) sont extraites du tableau 720 (Comptes de patrimoine financier – non consolidés) de la base de données relative aux comptes financiers qui figure dans *OECD.Stat*, sous le thème «Comptes nationaux». Pour l'Australie et Israël, du fait de l'absence de données non consolidées, ce sont les données consolidées du tableau 710 qui ont été utilisées. On notera que pour le secteur des ménages l'écart entre les données consolidées et non consolidées est toujours négligeable dans tous les pays. Pour l'Allemagne, le Canada, le Danemark et l'Italie, les données sur les droits des ménages sur les provisions d'assurance-vie sont extraites du tableau «Actifs financiers et non financiers et passifs des ménages» qui figure dans *OECD.Stat*, sous le thème «Finances».

Figure 12

Les données sont extraites du tableau 720 (Comptes de patrimoine financier – non consolidés) de la base de données relative aux comptes financiers qui figure dans *OECD.Stat*, sous le thème «Comptes nationaux» et du tableau «Actifs financiers et non financiers et passifs des ménages» qui figure aussi dans *OECD.Stat*, sous le thème «Finances».

Figure 13 et tableau A8

Les données sur les cotisations sont extraites de la base de données relative aux statistiques sur les pensions d'*OECD.Stat*, sous le thème «Finances». Les données sur le revenu disponible des ménages sont extraites du tableau «Comptes non financiers détaillés de secteurs» qui figure dans *OECD.Stat*, sous le thème «Comptes nationaux». Les données communiquées en 2002 pour le Chili, la Finlande et le Mexique se rapportent à 2003. Les données communiquées en 2009 pour l'Australie, le Chili et la Suisse remontent à 2008.

Figure 14 et tableau A9

Les données relatives aux actifs des plans de retraite par support de financement sont extraites de la base de données relative aux indicateurs sur les pensions qui figure dans *OECD.Stat*, sous le thème «Finances». Selon cette base de données, il existe quatre types de supports de financement: fonds de pension autonomes, fonds de pension non autonomes (provisionnés), contrats d'assurance retraite et autres. Cette dernière rubrique comprend les fonds gérés par des sociétés d'investissement, les fonds gérés par des banques et d'autres caisses de retraite.

Figure 15 et tableau A10

Les données sont extraites de la base de données relative aux statistiques sur les investisseurs institutionnels qui figure dans *OECD.Stat*, sous le thème «Finances». Les données non financières pour 2009 concernant la Belgique, l'Espagne, la Pologne, la République tchèque et la Suisse se rapportent à 2008. Faute de données sur les actifs non financiers, pour le Chili, la Corée, l'Estonie (de 1999 à 2003), le Japon, Israël (de 2001 à 2007), le Mexique (de 1997 à 2000), la Norvège (de 1995 à 2000), la Pologne et la République slovaque, les actifs totaux équivalent aux actifs financiers. Les données relatives aux actifs non financiers pour l'Allemagne, le Canada, le Danemark, la Finlande, le Japon, le Mexique, la Norvège et la Suède sont extraites de la base de données relative aux statistiques sur les pensions qui figure dans *OECD.Stat*, sous le thème «Finances».

Figure 16 et tableau A11

Les données sur les actifs financiers des fonds de pension autonomes sont extraites de la base de données relative aux actifs des investisseurs institutionnels qui figure dans *OECD.Stat*, sous le thème «Finances». Les données sur les actifs financiers totaux des sociétés financières sont extraites du tableau 720 (Comptes de patrimoine financier – non consolidés) de la base de données relative aux comptes financiers d'*OECD.Stat*, sous le thème «Comptes nationaux». Les chiffres de 2009 pour l'Espagne, la Pologne, la République tchèque et la Suisse se rapportent à 2008.

Figure 17 et tableau A12

Les données sont extraites de la base de données relative aux statistiques sur les investisseurs institutionnels qui figure dans *OECD.Stat*, sous le thème «Finances». Les actifs non financiers communiqués pour la Belgique en 2009 se rapportent à l'année précédente. Les données communiquées en 2009 pour l'Espagne, la Pologne, la République tchèque et la Suisse remontent à l'année 2008.

Figure 18 et tableau A13

Les données sur les droits nets des ménages sur les provisions des fonds de pension sont extraites du tableau «Actifs financiers et non financiers et passifs des ménages» qui figure dans *OECD.Stat*, sous le thème «Finances». Les données sur les actifs financiers totaux du secteur des ménages sont extraites, pour l'Australie et Israël, du tableau 710 (Comptes de patrimoine financier – consolidés) et, pour le restant des pays, du tableau 720 (Comptes de patrimoine financier – non consolidés) que l'on trouvera dans *OECD.Stat*, sous le thème «Comptes nationaux». Dans la figure 18, les données communiquées en 2009 pour la Pologne se rapportent à 2008.

Tableau A14

Les données sur les droits des ménages sur les provisions des fonds de pension sont extraites du tableau «Actifs financiers et non financiers et passifs des ménages», qui figure dans *OECD.Stat*, sous le thème «Finances». Les données relatives au revenu disponible des ménages sont extraites du tableau «Comptes non financiers détaillés de secteurs» qui figure dans *OECD.Stat*, sous le thème «Comptes nationaux».

Tableau A1
OCDE: Structure du marché de l'assurance en 2009

Pays	Nombre d'entreprises					Employés				
	Assurance- vie	Assurance non-vie	Assurance mixte	Réassurance	Total	% total OCDE	Effectif salarie	Effectif non salarie	Total	% total OCDE
Allemagne	117	330	0	38	485	4,5	140 609	8 120	148 729	1,3
Australie ¹	26	120	2	20	168	1,6	19 567	..	19 567	0,2
Autriche	3	18	28	3	52	0,5	27 896	..	27 896	0,2
Belgique	29	95	23	1	148	1,4	23 588	20 897	44 485	0,4
Canada	104	296	4	29	433	4,0	108 000	137 400	245 400	2,1
Chili	30	25	0	1	56	0,5	13 236	6 492	19 728	0,2
Corée	22	23	0	7	52	0,5	53 812	227 919	281 731	2,4
Danemark	71	120	0	11	202	1,9	16 455	..	16 455	0,1
Espagne	89	149	58	0	296	2,7	48 203	3 015	51 218	0,4
Estonie	5	12	..	..	17	0,2	1 737	..	1 737	0,0
États-Unis ⁸	946	3 498	0	267	4 711	43,7	1 377 000	887 000	2 264 000	19,6
Finlande	12	103	..	2	117	1,1	9 316	331	9 647	0,1
France ²	63	259	38	26	386	3,6	138 200	66 400	204 600	1,8
Grèce ³	17	47	11	0	75	0,7	8 653	18 915	27 568	0,2
Hongrie ³	12	26	11	0	49	0,5	14 467	15 384	29 851	0,3
Irlande	69	158	..	120	347	3,2	11 476	..	11 476	0,1
Islande ^{3,4}	5	7	0	1	13	0,1	596	..	596	0,0
Israël ^{3,4}	0	13	13	0	26	0,2	12 630	11 553	24 183	0,2
Italie	64	130	40	7	241	2,2	41 549	220 903	262 452	2,3
Japon ^{4,5}	46	51	0	6	103	1,0	453 584	6 561 746	7 015 330	60,7
Luxembourg	49	41	3	251	344	3,2	3 710	9 503	13 213	0,1
Mexique	20	43	33	2	98	0,9	14 064	33 186	47 250	0,4
Norvège ⁶	..	106	..	1	107	1,0	5 347	..	5 347	0,0
Nouvelle-Zélande	42	152	..	..	194	1,8	..	..	9 550	0,1
Pays-Bas ²	65	211	..	6	282	2,6	45 400	..	45 400	0,4
Pologne	31	34	0	1	66	0,6	36 877	60 789	97 666	0,8
Portugal	21	51	13	1	86	0,8	10 300	27 139	37 439	0,3
République slovaque	8	12	14	0	34	0,3	6 359	1 268	7 627	0,1
République tchèque	7	29	16	1	53	0,5	14 594	96 957	111 551	1,0
Royaume-Uni ^{1,7}	268	701	43	..	1 012	9,4	215 684	134 684	350 368	3,0
Slovénie	3	5	10	2	20	0,2	6 306	6 230	12 536	0,1
Suède	54	186	..	5	245	2,3	19 940	2 000	21 940	0,2
Suisse	25	125	..	68	218	2,0	41 130	..	41 130	0,4
Turquie	21	29	3	1	54	0,5	15 610	26 567	42 177	0,4
Total	2 344	7 205	363	878	10 790	100,0	2 955 895	8 584 398	11 549 843	100,0

Source: Statistiques sur les assurances, Direction des affaires financières et des entreprises, OECD.Stat.

.. Non disponible.

¹ Les données sur les employés se rapportent à l'année 2001.

² Les données sur les employés se rapportent à l'année 2005.

³ Les données sur les employés se rapportent à l'année 2008.

⁴ Les données sur les compagnies se rapportent à l'année 2008.

⁵ Les données sur les effectifs non salariés se rapportent à l'année 2005.

⁶ Les données sur les employés se rapportent à l'année 2007.

⁷ Les données sur le nombre de compagnies ont été communiquées par la Financial Services Authority (Autorité des services financiers du Royaume-Uni) (<http://www.fsa.gov.uk/Pages/Library/Corporate/Annual/index.shtml>).

⁸ Les données sur le nombre des employés ont été communiquées par l'Insurance Information Institute des États-Unis (<http://iii.org/media/facts/statsbyissue/industry>).

Tableau A2
Pénétration du marché dans les pays de l'OCDE (pourcentages)

Pays	1996			1996			2000			2004			2006			2007			2008			2009		
	Total	Assu- rance -vie	Assu- rance non-vie	Total	Assu- rance -vie	Assu- rance non-vie	Total	Assu- rance -vie	Assu- rance non-vie	Total	Assu- rance -vie	Assu- rance non-vie	Total	Assu- rance -vie	Assu- rance non-vie	Total	Assu- rance -vie	Assu- rance non-vie	Total	Assu- rance -vie	Assu- rance non-vie	Total	Assu- rance -vie	Assu- rance non-vie
Allemagne	3,3	..	3,3	6,2	2,6	3,6	6,6	3,0	3,5	7,2	3,3	3,9	6,9	3,2	3,7	6,7	3,1	3,6	6,6	3,0	3,6	..	..	..
Australie	1,8	..	1,8	7,1	3,8	3,3	8,1	5,7	2,4	6,4	3,9	2,5	5,8	3,6	2,3	6,4	4,2	2,2	5,6	3,5	2,1	..	..	..
Autriche	..	..	..	5,8	2,6	3,3	5,5	2,5	3,0	5,8	2,6	3,2	5,5	2,5	3,1	5,3	2,3	3,0	5,7	2,6	3,1	6,0	2,7	3,3
Belgique	4,5	1,4	3,2	5,3	2,4	2,9	7,7	5,1	2,6	9,7	6,9	2,8	9,2	6,5	2,7	9,3	6,6	2,6	8,3	5,6	2,7	8,2	5,4	2,8
Canada	5,6	2,4	3,2	4,3	1,7	2,6	6,8	3,3	3,5	7,7	3,1	4,7	7,7	3,2	4,5	7,8	3,4	4,5	6,8	2,4	4,4	7,3	2,6	4,8
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3,8	2,5	1,3
Corée	..	..	..	11,2	8,3	2,9	11,8	9,0	2,8	9,8	6,9	2,9	11,4	7,9	3,5	11,8	8,2	3,7	10,8	7,3	3,6	11,1	7,1	4,0
Danemark	4,0	1,7	2,4	6,1	3,6	2,5	6,3	4,0	2,3	7,0	4,2	2,8	8,4	5,7	2,8	9,1	6,0	3,1	9,5	6,4	3,1	..	..	..
Espagne	3,2	1,3	1,9	4,5	2,0	2,5	6,5	3,8	2,7	5,4	2,3	3,1	5,4	2,4	3,0	5,2	2,2	3,0	5,4	2,5	2,9	5,7	2,8	2,9
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
États-Unis	8,5	4,4	4,1	9,4	3,8	5,6	10,8	5,3	5,5	11,2	4,6	6,6	10,7	4,6	6,2	10,8	5,2	5,6	10,5	5,2	5,3	11,4	5,2	6,2
Finlande	5,2	3,2	2,0	3,8	2,0	1,9	4,9	3,2	1,8	3,8	1,9	1,9	3,6	1,8	1,9	3,3	1,5	1,7	3,3	1,5	1,8	3,9	2,0	1,9
France	4,7	1,8	2,9	8,8	5,7	3,0	9,0	6,3	2,8	9,5	6,4	3,2	12,4	8,1	4,4	11,4	7,4	4,0	9,3	6,3	3,0	10,4	1,7	3,2
Grèce	..	..	..	1,5	0,7	0,8	2,0	1,0	1,0	2,2	1,0	1,1	2,2	1,1	1,1	2,2	1,1	1,1	2,2	1,0	1,1	..	..	..
Hongrie	..	..	..	2,2	0,7	1,5	2,8	1,3	1,5	2,9	1,2	1,7	3,4	1,7	1,7	3,6	2,0	1,6	3,3	1,7	1,6	3,2	1,6	1,6
Irlande	8,6	4,4	4,1	8,9	5,2	3,7	20,8	15,9	4,8	17,9	13,0	4,9	20,7	16,5	4,2	23,9	19,9	3,9	19,5	15,5	4,0	20,3	16,5	3,8
Islande	2,3	0,1	2,3	2,8	0,1	2,7	2,7	0,2	2,5	3,0	0,4	2,6	2,8	0,3	2,6	2,9	0,2	2,6	2,7	0,2	2,5	2,3	0,2	2,0
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	2,3	0,4	1,9	3,5	1,3	2,1	5,8	3,4	2,4	7,5	4,8	2,6	7,5	4,9	2,6	6,7	4,2	2,5	6,1	3,6	2,5	7,7	5,3	2,4
Japon	7,1	5,6	1,4	8,0	5,8	2,2	7,2	5,3	1,9	7,0	5,4	1,6	7,0	5,5	1,6	7,5	6,0	1,6	8,3	6,7	1,5	..	..	..
Luxembourg	3,2	0,7	2,5	17,1	14,5	2,6	28,2	24,5	3,6	29,9	27,1	2,8	34,5	31,5	3,0	30,9	27,6	3,3	27,5	24,7	2,8	44,1	41,1	3,0
Mexique	..	..	..	1,2	0,4	0,8	1,9	1,0	0,8	1,8	0,8	1,0	1,8	0,8	1,0	1,7	0,8	1,0	1,7	0,8	0,9	..	..	..
Norvège	4,7	2,1	2,7	4,3	1,9	2,4	4,4	2,0	2,5	5,8	3,1	2,7	4,8	2,5	2,3	5,1	3,1	2,0	5,3	3,1	2,2	5,6	3,1	2,4
Nouvelle- Zélande	..	..	..	2,4	..	2,4	2,5	0,6	2,0	2,6	..	2,6	2,7	..	2,7	2,5	..	2,5	2,4	..	2,4	..	..	..
Pays-Bas	..	..	..	8,4	4,6	3,8	9,5	5,4	4,1	9,9	5,1	4,8	8,5	4,8	3,7	8,3	4,7	3,6	8,1	4,5	3,6	7,9	3,8	4,0
Pologne	..	..	..	1,9	0,6	1,4	2,8	0,9	1,8	3,0	1,1	1,8	3,5	2,0	1,5	3,7	2,2	1,5	4,6	3,1	1,6	3,8	2,3	1,5
Portugal	2,1	0,2	1,9	4,6	2,2	2,4	6,3	3,5	2,8	7,1	4,2	2,9	8,2	5,5	2,7	8,2	5,6	2,5	8,7	6,3	2,4	8,2	6,0	2,2

Pays	1996			1996			2000			2004			2006			2007			2008			2009		
	Total	Assu- -rance -vie	Assu- -rance non-vie	Total	Assu- -rance -vie	Assu- -rance non-vie	Total	Assu- -rance -vie	Assu- -rance non-vie	Total	Assu- -rance -vie	Assu- -rance non-vie	Total	Assu- -rance -vie	Assu- -rance non-vie	Total	Assu- -rance vie	Assu- -rance non-vie	Total	Assu- -rance -vie	Assu- -rance non-vie	Total	Assu- -rance -vie	Assu- -rance non-vie
République slovaque	..	..	..	..	..	..	2,9	1,2	1,7	3,6	1,4	2,1	3,3	1,6	1,7	3,1	1,5	1,6	3,1	1,7	1,5	3,3	1,7	1,6
République tchèque	..	..	..	2,4	0,7	1,8	3,2	1,0	2,2	4,0	1,6	2,4	3,8	1,5	2,3	3,7	1,5	2,2	3,8	1,5	2,2	3,9	1,7	2,3
Royaume-Uni	4,4	..	4,4	11,7	7,2	4,4	16,8	12,8	4,0	14,6	9,5	5,1	14,9	10,6	4,4	19,2	15,0	4,1	14,5	10,5	4,1	..	..	..
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Suède	4,6	2,5	2,1	5,2	3,3	1,9	8,4	5,0	3,3	8,1	4,7	3,5	7,4	4,4	3,0	6,4	3,4	3,0	6,0	3,0	3,0	5,8	3,2	2,6
Suisse	7,2	3,9	3,4	10,9	7,3	3,6	12,2	7,6	4,6	11,7	6,8	5,0	10,2	5,8	4,4	9,8	5,7	4,2	10,6	5,9	4,8	10,0	5,5	4,5
Turquie	0,0	0,0	0,0	0,9	0,1	0,7	1,6	0,3	1,3	1,5	0,3	1,3	1,4	0,2	1,2	1,3	0,2	1,1	..	..	..	..	..	..
OCDE – Total	6,0	3,0	2,9	7,7	4,1	3,7	9,1	5,3	3,7	9,1	4,8	4,3	9,2	5,0	4,2	9,3	5,5	3,8	8,6	5,0	3,6	..	..	..

Source: *Statistiques sur les assurances*, Direction des affaires financières et des entreprises, *OECD.Stat*. Voir l'appendice méthodologique.

.. Non disponible.

Tableau A3
Densité du marché (primes par habitant) en dollars É.-U.

Pays	1986			1996			2000			2004			2006			2007			2008			2009		
	Total	Assu- -vie	Assu- non-vie	Total	Assu- -vie	Assu- non-vie	Total	Assu- -vie	Assu- non-vie	Total	Assu- -vie	Assu- non-vie	Total	Assu- -vie	Assu- non-vie	Total	Assu- vie	Assu- non-vie	Total	Assu- -vie	Assu- non-vie	Total	Assu- -vie	Assu- non-vie
Allemagne	549	..	549	1 852	772	1 080	1 523	704	819	2 390	1 097	1 292	2 453	1 128	1 325	2 707	1 241	1 466	2 912	1 340	1 572	..	..	..
Australie	213	..	213	1 657	879	779	1 696	1 197	499	2 108	1 286	821	2 237	1 369	867	2 876	1 899	977	2 742	1 729	1 013	2 372	1 376	996
Autriche	..	..	..	1 715	757	958	1 314	604	709	2 061	916	1 145	2 162	969	1 193	2 372	1 022	1 349	2 826	1 273	1 553	..	..	..
Belgique	546	166	380	1 434	653	780	1 742	1 153	589	3 356	2 392	964	3 451	2 438	1 013	4 003	2 860	1 143	..	..	..	..	..	..
Canada	789	335	454	893	352	541	1 610	785	825	2 397	953	1 444	3 002	1 234	1 769	3 399	1 455	1 944	3 063	1 070	1 993	2 902	1 011	1 891
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	..	1 368	1 017	351	1 284	975	309	1 388	976	412	2 089	1 446	644	2 370	1 638	732	2 076	1 390	686	1 890	1 214	676
Danemark	680	280	400	2 138	1 272	866	1 892	1 212	679	3 174	1 900	1 274	4 279	2 880	1 399	5 183	3 413	1 769	5 898	3 996	1 902	..	..	..
Espagne	201	81	120	716	315	401	932	544	388	1 330	572	758	1 514	670	844	1 663	712	951	1 901	881	1 020	1 818	882	936
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
États-Unis	1 560	808	752	2 700	1 092	1 609	3 744	1 835	1 909	4 444	1 840	2 604	4 706	2 004	2 702	4 912	2 355	2 556	4 936	2 430	2 506	..	..	..
Finlande	763	467	296	963	493	471	1 163	748	415	1 361	684	678	1 451	700	751	1 532	720	812	1 670	773	897	1 739	870	869
France	652	253	399	2 377	1 559	819	2 030	1 407	623	3 246	2 174	1 072	4 586	2 976	1 610	4 765	3 086	1 679	4 266	2 870	1 396	4 408	720	1 336
Grèce	..	..	..	178	86	92	214	111	103	407	195	212	530	258	273	627	308	318	678	325	353	..	..	..
Hongrie	..	..	..	97	31	66	131	60	71	292	119	173	385	195	190	502	277	225	509	268	240	406	205	200
Irlande	673	348	325	1 813	1 057	756	5 274	4 048	1 226	8 127	5 895	2 232	10 700	8 521	2 178	14 345	11 988	2 357	11 738	9 338	2 400	10 345	8 390	1 954
Islande	378	11	367	774	31	743	841	64	777	1 326	170	1 156	1 541	142	1 399	1 849	154	1 695	1 435	109	1 326	860	83	777
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	251	46	205	767	297	470	1 104	646	458	2 237	1 443	793	2 396	1 570	826	2 411	1 497	914	2 351	1 383	968	2 733	1 885	848
Japon	1 157	924	233	2 936	2 140	796	2 655	1 965	690	2 517	1 952	565	2 414	1 868	547	2 587	2 054	532	3 171	2 580	590	..	..	..
Luxembourg	567	125	442	8 474	7 196	1 278	13 094	11 404	1 690	22 130	20 054	2 075	31 900	29 136	2 764	32 196	28 780	3 416	32 751	29 446	3 305	46 688	43 534	3 155
Mexique	..	..	..	44	15	29	111	61	50	118	50	68	143	65	79	165	72	92	173	78	95	160	71	89
Norvège	861	375	486	1 584	699	884	1 663	737	926	3 286	1 748	1 538	3 472	1 828	1 644	4 197	2 565	1 633	5 059	2 975	2 084	4 936	2 478	1 919
Nouvelle- Zélande	..	..	..	438	..	438	346	76	270	637	..	637	691	..	691	769	..	769	720	..	720	669	..	669
Pays-Bas	..	..	..	2 255	1 227	1 028	2 301	1 317	984	3 712	1 924	1 788	3 502	1 970	1 532	3 944	2 228	1 716	4 285	2 366	1 919	..	..	..
Pologne	..	..	..	78	22	56	124	42	82	195	74	121	313	178	136	410	241	169	640	424	216	427	254	173
Portugal	77	7	70	543	257	287	699	389	309	1 209	721	488	1 509	1 019	491	1 724	1 189	535	2 061	1 502	559	1 802	1 311	491
République slovaque	..	..	..	..	..	..	110	45	65	278	112	166	335	159	177	431	214	217	551	289	262	..	..	..

Pays	1986			1996			2000			2004			2006			2007			2008			2009		
	Total	Assu- -vie	Assu- non-vie	Total	Assu- -vie	Assu- non-vie	Total	Assu- -vie	Assu- non-vie	Total	Assu- -vie	Assu- non-vie	Total	Assu- -vie	Assu- non-vie	Total	Assu- vie	Assu- non-vie	Total	Assu- -vie	Assu- non-vie	Total	Assu- -vie	Assu- non-vie
République tchèque	..	..	..	146	39	107	178	57	120	426	169	258	525	204	321	631	258	373	780	319	461	714	301	413
Royaume-Uni	435	..	435	2 391	1 483	909	4 108	3 124	983	5 255	3 414	1 841	5 913	4 184	1 729	8 808	6 911	1 897	6 398	4 610	1 788	..	..	..
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Suède	761	410	351	1 606	1 012	594	2 279	1 374	904	3 146	1 807	1 339	3 198	1 883	1 315	3 182	1 680	1 503	3 168	1 587	1 582	2 514	1 387	1 127
Suisse	1 572	844	728	4 665	3 107	1 558	4 173	2 595	1 578	5 712	3 293	2 419	5 261	2 994	2 267	5 559	3 206	2 353	6 986	3 864	3 122	6 376	3 500	2 876
Turquie	0	0	0	25	4	21	46	8	38	65	12	53	77	9	68	119	15	105	..	..	..	..	..	..
OCDE – Total	755	384	371	1 715	907	809	2 057	1 206	851	2 606	1 386	1 220	2 876	1 574	1 302	3 220	1 895	1 325	..	..	..	..	..	..

Source: *Statistiques sur les assurances*, Direction des affaires financières et des entreprises, *OECD.Stat*. Voir l'appendice méthodologique.

.. Non disponible.

Tableau A4

Actifs financiers totaux des compagnies d'assurances rapportés aux actifs financiers totaux du secteur financier

<i>Pays</i>	<i>1995</i>	<i>1996</i>	<i>1997</i>	<i>1998</i>	<i>1999</i>	<i>2000</i>	<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>
Allemagne	12,1	12,1	12,5	12,4	12,2	12,1	12,4	12,7	13,3	13,2	13,4	13,3	12,7	12,1	12,7
Autriche	8,6	8,9	9,0	8,6	8,1	7,6	7,5	7,7	8,0	8,0	8,2	7,5	7,0	6,1	6,7
Belgique	5,4	5,5	6,2	9,7	9,6	10,2	10,5	11,2	11,6	12,0	11,8	11,6	10,9	11,3	13,0
Canada	11,1	10,6	10,3	9,7	9,4	9,4	9,6	10,0	10,1	9,9	9,4	9,0	8,6	8,0	8,2
Corée	..	..	..	..	..	..	..	9,9	10,6	11,4	11,1	11,0	10,9	10,1	11,1
Danemark	14,3	14,7	14,5	14,3	14,8	14,4	13,5	12,9	13,0	12,9	12,6	12,2	11,1	10,7	11,5
Espagne	6,3	6,8	7,1	7,3	7,6	8,0	8,3	8,8	8,4	8,2	7,3	6,6	5,6	5,2	..
Estonie	1,6	2,2	1,8	1,7	1,6	1,6	1,7	1,8	1,9	2,1	2,3	2,4	2,5	2,1	2,6
États-Unis	13,1	12,7	12,5	11,9	11,4	10,9	10,6	11,0	11,0	11,1	10,8	10,4	10,0	9,4	9,8
Finlande	7,6	9,6	11,1	13,8	17,5	15,6	13,2	13,1	12,5	11,7	11,8	11,4	10,2	8,0	8,4
France	12,9	14,2	15,4	16,0	16,1	16,7	16,2	16,1	16,3	18,0	17,6	15,8	15,8	15,1	17,0
Grèce	1,8	2,1	2,1	2,3	2,7	2,8	2,8	2,7	2,7	3,1	3,0	3,1	2,9	2,4	2,3
Hongrie	2,0	2,7	3,0	3,3	3,8	4,2	4,7	5,2	5,1	5,3	5,2	5,3	5,2	4,3	4,4
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	..	..	..	..	9,2	10,1	10,7	10,9	11,2	12,1	12,2	12,5	11,2	9,2	9,7
Japon	7,4	7,5	7,2	7,2	7,3	7,0	7,1	7,3	11,7	12,1	12,6	13,4	13,3	13,3	13,4
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1,8	1,7	2,2	2,6
Mexique	..	..	1,4	1,6	1,8	2,3	2,6	2,8	3,3	3,7	3,6	3,8	4,0	4,1	4,3
Norvège	18,0	17,0	16,5	15,6	16,8	14,9	15,1	14,6	14,6	15,4	14,9	14,5	13,6	11,8	12,5
Pays-Bas	9,3	9,5	9,6	9,4	9,0	8,3	7,7	7,3	7,1	7,2	7,2	6,5	5,8	5,7	5,6
Pologne	1,8	2,2	2,8	3,2	4,0	4,7	5,3	6,2	7,0	7,7	7,8	8,1	8,0	7,4	..
Portugal	4,5	5,2	5,7	6,0	6,3	6,5	6,2	6,5	6,6	6,9	7,5	8,4	8,3	8,3	8,1
République slovaque	..	4,2	4,4	4,7	4,3	4,0	4,1	4,6	4,8	4,8	4,8	5,1	5,7	5,1	5,4
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	5,7	6,2	6,3	6,3	6,3	5,7	6,2	..

<i>Pays</i>	<i>1995</i>	<i>1996</i>	<i>1997</i>	<i>1998</i>	<i>1999</i>	<i>2000</i>	<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>
Royaume-Uni	15,0	15,7	16,1	17,3	18,6	16,5	15,4	14,6	13,3	12,7	12,3	10,4	9,4	5,6	7,3
Slovénie	..	..	..	..	..	..	5,4	6,1	7,2	7,7	6,6	7,0	6,6	6,1	6,2
Suède	19,3	21,7	22,8	24,5	26,2	25,6	23,0	21,8	22,2	21,2	21,2	20,3	19,3	16,4	17,4
Suisse	..	..	..	..	11,7	11,3	12,2	11,8	12,0	11,8	11,4	10,9	10,1	10,4	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source: Actifs des investisseurs institutionnels et Comptes de patrimoine financier – non consolidés, Direction des statistiques, OECD.Stat. Voir l'appendice méthodologique.

Tableau A5
Compagnies d'assurances: composition du patrimoine financier en 2009

<i>Pays</i>	<i>Numéraire et dépôts</i>	<i>Titres autres que les actions</i>	<i>Prêts</i>	<i>Actions et autres participations</i>	<i>Autres</i>	<i>Actifs non financiers</i>	<i>Total</i>
Allemagne	31,3	10,6	15,4	32,3	9,4	1,0	100,0
<i>Assurance-vie</i>	20,4	5,2	9,7	15,7	3,3	0,7	55,1
<i>Assurance non-vie</i>	10,8	5,4	5,7	16,6	6,1	0,3	44,9
Australie	5,8	24,3	2,9	60,5	4,5	2,0	100,0
<i>Assurance-vie</i>	2,4	10,1	1,6	49,7	1,6	1,4	66,8
<i>Assurance non-vie</i>	3,5	14,2	1,3	10,7	2,8	0,7	33,2
Autriche	3,5	40,6	8,0	34,9	9,3	3,7	100,0
<i>Assurance-vie</i>	2,1	32,4	6,2	24,7	2,4	2,0	69,7
<i>Assurance non-vie</i>	1,4	8,2	1,8	10,1	7,0	1,7	30,3
Belgique	4,8	62,8	5,5	20,8	4,8	1,4	100,0
Canada	1,3	42,3	8,8	29,2	15,3	3,1	100,0
<i>Assurance-vie</i>	1,0	28,0	8,8	27,4	10,5	2,8	78,5
<i>Assurance non-vie</i>	0,3	14,3	0,1	1,8	4,8	0,3	21,5
Chili	0,4	63,0	12,3	6,2	11,4	6,6	100,0
<i>Assurance-vie</i>	0,2	60,5	12,3	5,9	11,4	3,6	93,9
<i>Assurance non-vie</i>	0,2	2,5	0,0	0,3	0,0	3,0	6,1
Corée	5,9	55,1	17,9	8,6	9,3	3,2	100,0
<i>Assurance-vie</i>	4,2	47,4	14,5	7,6	6,4	2,3	82,3
<i>Assurance non-vie</i>	1,7	7,7	3,4	1,0	3,0	1,0	17,7
Danemark	3,3	55,6	0,6	35,1	5,5	n.d.	100,0
<i>Assurance-vie</i>	2,5	50,1	0,4	31,6	4,4	1,7	90,8
<i>Assurance non-vie</i>	0,8	5,5	0,2	3,4	1,0	0,0	10,9
Estonie	29,2	32,5	0,8	32,2	3,7	1,6	100,0
<i>Assurance-vie</i>	6,9	10,8	0,5	16,8	0,9	..	..
<i>Assurance non-vie</i>	22,3	21,7	0,3	15,4	2,8	..	..
États-Unis	1,3	54,7	7,8	28,8	6,8	0,7	100,0
<i>Assurance-vie</i>	0,8	40,6	7,7	22,6	5,5	0,5	77,7
<i>Assurance non-vie</i>	0,4	14,1	0,1	6,2	1,3	0,2	22,3
Finlande	1,5	39,6	2,6	51,3	0,1	4,8	100,0
France	1,0	53,8	2,2	32,5	8,0	2,4	100,0
<i>Assurance-vie</i>	0,8	46,9	1,7	24,8	6,3	2,0	82,5
<i>Assurance non-vie</i>	0,2	6,9	0,5	7,7	1,7	0,5	17,5
Grèce	13,7	45,5	0,7	19,4	15,9	4,7	100,0
<i>Assurance-vie</i>	9,6	31,7	0,5	13,5	11,0	3,5	69,7
<i>Assurance non-vie</i>	4,2	13,9	0,2	5,9	4,8	1,3	30,3
Hongrie	6,5	55,8	1,3	25,7	8,9	1,7	100,0
Islande	9,7	35,5	10,9	22,9	19,6	1,3	100,0
Israël	8,4	58,5	4,9	11,7	16,0	0,6	100,0
Italie	10,8	50,2	4,2	25,0	8,5	1,3	100,0
<i>Assurance-vie</i>	8,0	44,4	3,8	18,3	4,8	0,2	79,4
<i>Assurance non-vie</i>	2,9	5,8	0,4	6,7	3,7	1,0	20,6

<i>Pays</i>	<i>Numéraire et dépôts</i>	<i>Titres autres que les actions</i>	<i>Prêts</i>	<i>Actions et autres participations</i>	<i>Autres</i>	<i>Actifs non financiers</i>	<i>Total</i>
Japon	1,7	59,3	15,2	7,5	14,3	1,9	100,0
<i>Assurance-vie</i>	1,5	56,4	14,4	4,8	12,4	1,8	91,3
<i>Assurance non-vie</i>	0,3	2,9	0,8	2,7	1,9	0,1	8,7
Luxembourg	7,4	26,9	3,4	37,9	24,1	0,3	100,0
<i>Assurance-vie</i>	4,7	16,0	0,1	29,4	8,4	0,1	58,9
<i>Assurance non-vie</i>	2,6	10,9	3,2	8,5	15,7	0,2	41,1
Mexique	0,5	58,8	2,1	7,5	8,0	23,1	100,0
Norvège	3,2	43,7	6,8	29,8	6,4	10,1	100,0
<i>Assurance-vie</i>	2,6	37,8	6,8	26,5	1,0	9,8	84,5
<i>Assurance non-vie</i>	0,7	5,9	0,1	3,2	5,4	0,2	15,5
Pays-Bas	5,7	45,1	16,8	29,3	0,9	2,2	100,0
Portugal	8,3	73,3	0,5	10,4	5,9	1,7	100,0
République slovaque	6,9	67,9	1,5	9,8	6,9	6,9	100,0
Royaume-Uni	5,4	40,4	1,7	27,0	22,4	3,2	100,0
<i>Assurance-vie</i>	4,4	35,6	1,4	26,2	20,5	3,0	90,9
<i>Assurance non-vie</i>	1,0	4,8	0,3	0,9	1,9	0,2	9,1
Slovénie	8,0	52,4	2,0	27,9	9,7	n.d.	100,0
Suède	3,0	41,9	1,7	48,0	3,2	2,3	100,0
Turquie	22,2	24,7	0,5	20,2	30,7	1,6	100,0
<i>Assurance-vie</i>	1,0	3,7	0,2	0,0	0,9	0,0	5,9
<i>Assurance non-vie</i>	21,2	21,0	0,4	20,2	29,8	1,5	94,1

Source: *Actifs des investisseurs institutionnels*, Direction des statistiques, *OECD.Stat*.

.. Non disponible.

Tableau A6
Secteur des assurances: évolution des actifs financiers totaux
 (En pourcentage)

<i>Pays</i>	2007	2008	2009	2007-2009
Allemagne	1,1	-2,5	2,6	1,1
Australie	8,7	-14,3	8,3	0,8
Autriche	2,9	-3,2	9,0	8,5
Belgique	5,7	-2,1	9,7	13,6
Canada	3,6	-3,1	10,6	11,0
Chili	12,7	14,7	2,9	33,1
Corée	13,2	7,7	15,3	40,5
Danemark	3,7	4,4	8,2	17,2
Espagne	0,6	0,3	..	..
Estonie	31,8	-11,8	17,7	36,7
États-Unis	5,2	-8,0	6,7	3,3
Finlande	0,0	-9,4	11,0	0,7
France	12,6	-3,5	12,6	22,2
Grèce	12,4	-1,7	6,1	17,3
Hongrie	13,2	-1,8	12,5	25,1
Irlande	..	..	..	..
Islande	-3,4	-26,2	11,5	-20,5
Israël	13,1	5,7	18,3	41,4
Italie	-6,3	-14,0	11,5	-10,2
Japon	-3,7	-4,9	2,2	-6,4
Luxembourg	9,7	18,0	30,8	69,1
Mexique	17,4	16,1	11,4	51,9
Norvège	9,4	1,5	7,4	19,3
Pays-Bas	4,3	-2,0	4,9	7,3
Pologne	17,3	7,3	..	..
Portugal	9,4	4,7	7,9	23,5
République slovaque	25,8	-3,8	5,4	27,5
République tchèque	4,4	17,9	..	..
Royaume-Uni	2,0	42,4	11,1	61,3
Slovénie	20,9	-1,6	10,2	31,0
Suède	4,6	-6,1	11,7	9,8
Suisse	7,4	-7,1	..	..
Turquie	2,0	42,4	11,1	61,3

Source: Actifs des investisseurs institutionnels, Direction des statistiques, OECD.Stat.

.. Non disponible.

Tableau A7
Ménages: droits sur les provisions d'assurance rapportés aux actifs financiers totaux
 (En pourcentage)

<i>Pays</i>	<i>1995</i>	<i>1996</i>	<i>1997</i>	<i>1998</i>	<i>1999</i>	<i>2000</i>	<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>
Allemagne	16,5	16,9	17,1	17,4	17,4	18,3	18,9	19,8	19,5	19,5	19,4	19,5	19,7	20,5	20,4
Australie	13,7	12,6	11,7	10,3	9,4	8,2	7,2	7,0	6,4	6,4	7,0	4,9	4,8	4,8	4,1
Autriche	12,1	12,9	13,3	13,7	14,0	14,5	15,1	15,6	15,5	15,6	16,0	15,8	15,8	16,2	16,1
Belgique	8,4	8,7	9,1	10,1	10,5	11,3	12,6	15,4	17,3	18,6	20,4	21,0	22,4	24,0	23,8
Canada	7,4	6,7	6,2	6,2	5,8	5,1	5,8	6,2	6,0	5,6	5,0	4,6	4,4	5,5	4,9
Corée	..	..	..	..	..	..	..	17,3	17,5	18,1	17,0	17,8	18,0	19,7	19,1
Danemark	22,4	23,2	23,6	24,6	24,9	25,5	25,9	26,9	26,8	26,3	25,4	24,4	24,4	27,8	27,8
Espagne	5,6	6,1	6,4	6,2	6,9	8,1	8,6	9,5	9,0	9,0	8,3	7,7	7,7	8,6	8,6
Estonie	0,5	0,5	0,7	1,1	0,9	1,2	1,4	1,5	1,7	1,9	2,1	2,0	2,7	1,9	2,2
États-Unis	4,2	4,1	3,8	3,6	3,4	3,6	4,0	4,5	4,3	4,1	3,9	3,8	3,8	4,7	4,6
Finlande	11,4	12,9	14,4	14,3	13,5	9,3	10,1	10,8	10,7	10,7	10,7	10,3	10,7	11,1	10,3
France	24,0	25,6	27,8	28,6	28,5	29,9	32,1	33,0	33,5	34,9	35,8	36,3	36,3	38,6	38,8
Grèce	1,8	2,0	2,0	2,0	1,8	2,2	2,3	2,6	2,7	2,6	2,6	2,8	2,9	3,7	3,3
Hongrie	3,8	4,0	4,1	4,5	4,9	5,5	5,6	6,0	6,1	6,3	6,5	6,9	7,2	6,7	6,9
Irlande	..	..	..	..	..	..	13,1	12,2	14,6	16,3	17,5	18,6	17,6	17,3	18,0
Israël	..	..	..	..	..	..	8,5	9,0	8,1	8,1	7,9	8,5	7,6	8,8	8,2
Italie	4,0	4,3	4,7	5,1	5,8	6,6	7,7	8,6	9,9	10,6	11,1	11,4	11,0	10,7	11,7
Japon	16,9	17,2	17,2	17,3	16,5	16,6	16,8	16,8	15,8	15,7	14,6	14,2	14,9	15,1	14,4
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7,3	7,3	8,6	12,1
Mexique	..	..	2,0	2,7	2,3	2,0	2,1	2,4	2,3	2,4	2,5	2,3	2,5	3,3	2,9
Norvège	10,7	10,5	10,7	10,7	10,3	9,8	10,0	9,6	8,8	8,0	8,6	8,2	7,9	8,1	8,1
Pays-Bas	11,0	10,7	10,3	10,5	10,1	10,3	10,4	11,8	11,2	11,7	12,0	11,6	11,5	12,9	12,4
Pologne	2,5	3,2	7,8	4,4	5,2	6,5	7,3	8,0	9,0	9,5	8,4	8,5	8,3	8,8	8,4
Portugal	3,9	5,0	4,6	5,3	6,0	6,6	7,5	8,6	9,1	9,7	11,1	11,7	11,8	11,8	12,7
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4,3	5,1	5,4	5,7	5,7
République tchèque	5,0	5,3	5,2	5,0	5,4	5,5	6,4	6,8	7,3	8,1	8,5	8,9	8,4	8,2	8,4
Royaume-Uni	50,5	50,9	52,0	52,9	53,3	52,4	52,7	52,2	51,9	51,6	53,5	53,9	54,2	52,0	53,2

<i>Pays</i>	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Slovénie	..	..	..	..	..	..	5,2	5,2	5,6	5,7	6,3	6,6	6,3	6,7	7,1
Suède	21,3	19,8	19,8	20,8	21,6	22,0	23,0	23,5	21,8	22,0	21,2	20,0	18,8	18,1	18,0
Suisse	..	..	..	..	8,8	8,8	9,4	10,2	9,6	9,4	9,1	8,6	8,4	9,2	8,7

Source: Comptes de patrimoine financier – non consolidés, Direction des statistiques, OECD.Stat.

.. Non disponible.

Tableau A8
Cotisations aux fonds de retraite en pourcentage du revenu disponible des ménages

<i>Pays</i>	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	0,13	0,16	0,22	0,29	0,38	0,41	1,10	0,43
Australie	10,07	9,95	9,74	10,47	11,21	12,50	23,02	14,85
Autriche	0,61	0,51	0,50	0,52	0,45	0,57	0,60	0,61
Belgique	2,43	2,80	2,65	2,88	2,66	2,49	2,62	2,80
Chili	..	5,07	5,07	5,41	5,61	5,70	5,89	5,47
Corée	..	2,58	2,21	1,85	2,04	3,58	2,68	1,51
Danemark	..	..	..	..	..	..	..	..
Espagne	1,67	2,02	1,37	1,71	1,53	1,72	1,15	1,17
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	9,66
Finlande	..	18,77	18,77	18,82	19,10	20,47	20,27	17,39
France	..	..	..	..	..	..	..	..
Hongrie	1,81	1,82	2,12	2,38	2,51	2,65	1,92	2,47
Italie	..	..	..	..	..	..	0,79	1,00
Japon	1,38	1,34	1,06	0,68	0,61	..	..	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	0,29	0,27	0,52
Mexique	..	1,05	1,05	1,03	1,03	1,37	1,19	1,71
Norvège	1,07	1,09	0,90	..	..	1,19	1,28	1,42
Pays-Bas	5,15	6,78	8,28	8,91	..	8,83	8,49	9,53
Pologne	1,51	1,64	1,74	1,82	2,17	2,32	2,37	2,66
Portugal	2,29	4,60	1,70	1,97	3,57	1,97	1,19	2,17
République slovaque	0,00	0,00	0,06	..	0,14	0,95	6,25	7,92
République tchèque	0,91	0,98	1,02	1,10	..	..	1,85	1,54
Royaume-Uni	2,33	2,69	3,43	3,93	4,53	4,76	4,40	3,75
Slovénie	..	..	..	..	..	..	1,05	1,20
Suisse	9,87	10,42	11,18	11,58	12,06	12,25	13,41	13,78

Source: Données sur les cotisations extraites des *Statistiques sur les pensions*, Direction des affaires financières et des entreprises, et celles sur le revenu disponible des ménages des *Comptes nationaux*, Direction des statistiques, *OECD.Stat*.

.. Non disponible.

Tableau A9
Actifs des plans de retraite par support de financement en pourcentage des actifs totaux des plans de retraite

Pays	2002				2005				2009			
	Fonds de pension autonomes	Fonds de pension non autonomes (provisionnés)	Contrats d'assurance retraite	Autres	Fonds de pension autonomes	Fonds de pension non autonomes (provisionnés)	Contrats d'assurance retraite	Autres	Fonds de pension autonomes	Fonds de pension non autonomes (provisionnés)	Contrats d'assurance retraite	Autres
Allemagne	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..
Australie	100,00	..	..	..	94,06	..	..	5,94	96,77	..	..	3,23
Autriche	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..	97,23	..	2,77	..
Belgique	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..
Canada	47,80	15,24	4,43	32,53	49,19	11,60	4,10	35,11	50,40	11,17	3,85	34,58
Chili	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..
Corée	20,61	..	62,85	16,54	21,35	..	63,08	..	37,01	..	49,04	13,95
Danemark	23,85	..	62,89	13,26	24,27	..	62,06	13,67	26,16	..	60,04	13,81
Espagne	74,58	25,42	..	..	81,40	18,58	..	0,03	85,52	14,48	..	..
Estonie	..	0,00	0,00	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..	100,00
États-Unis	63,23	..	15,41	21,36	62,88	..	14,92	22,21	60,86	..	14,74	24,40
Finlande	88,29	..	11,72	..	89,39	..	10,61	..	89,33	..	10,67	..
France	..	..	..	..	20,10	..	79,90	..	..	..	98,20	1,80
Hongrie	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..
Irlande	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..
Islande	98,70	..	..	..	96,78	..	..	3,22	94,58	..	0,86	4,56
Israël	99,86	0,00	..	0,14	99,81	0,00	..	0,19	99,73	..	..	0,27
Japon	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	..	..	..	..	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..
Mexique	100,00	..	..	..	99,07	..	..	0,93	92,19	..	..	7,81
Norvège	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..
Nouvelle-Zélande	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..
Pays-Bas	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..
Pologne	99,94	..	0,06	..	99,45	..	0,55	..	..	..	..	..
Portugal	90,12	..	..	9,88	87,51	..	..	12,49	93,73	..	..	6,27

<i>Pays</i>	2002				2005				2009			
	<i>Fonds de pension autonomes</i>	<i>Fonds de pension non autonomes (provisionnés)</i>	<i>Contrats d'assurance retraite</i>	<i>Autres</i>	<i>Fonds de pension autonomes</i>	<i>Fonds de pension non autonomes (provisionnés)</i>	<i>Contrats d'assurance retraite</i>	<i>Autres</i>	<i>Fonds de pension autonomes</i>	<i>Fonds de pension non autonomes (provisionnés)</i>	<i>Contrats d'assurance retraite</i>	<i>Autres</i>
République slovaque	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..
République tchèque	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..
Royaume-Uni	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..
Slovénie	..	..	..	..	50,82	..	49,18	..	50,85	..	49,15	..
Suède	21,76	5,40	70,16	2,68	20,10	4,05	71,88	3,97	14,85	..	81,32	3,83
Suisse	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..
Turquie	..	..	..	..	100,00	..	..	..	100,00	..	..	..

Source: Indicateurs sur les pensions, Direction des affaires financières et des entreprises, OECD.Stat.

.. Non disponible.

Tableau A10
Actifs des fonds de pension autonomes en pourcentage du PIB

<i>Pays/Année</i>	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Allemagne	6,3	6,9	7,4	8,0	8,9	8,9	8,5	8,4	9,3	10,1	10,9	11,5	12,0	12,3	13,4
Australie	38,0	42,3	48,1	51,6	59,1	62,2	63,0	61,5	63,9	71,7	78,6	87,5	98,6	73,0	86,4
Autriche	1,0	1,2	1,7	2,5	3,6	3,8	3,7	3,6	4,1	4,4	4,7	4,8	4,8	4,1	5,0
Belgique	3,1	3,5	4,0	4,4	4,8	4,4	4,0	3,5	3,6	3,7	4,1	4,0	4,0	3,0	3,0
Canada	43,3	49,0	51,6	54,4	54,8	55,6	53,2	50,0	52,1	55,4	60,1	65,4	66,6	55,5	65,1
Chili	36,5	37,4	39,0	40,2	49,1	50,6	47,2	54,9	57,7	58,1	57,9	60,6	64,3	52,4	66,3
Corée	..	..	..	..	..	..	..	3,2	3,2	3,2	3,8	3,9	3,9	3,7	4,0
Danemark	..	..	..	..	..	..	42,9	41,2	43,8	47,4	51,6	50,6	50,2	57,8	66,2
Espagne	3,0	3,7	4,4	5,1	5,6	6,2	6,6	6,8	7,3	7,6	8,2	8,4	8,4	7,3	7,5
Estonie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,8	1,8	2,9	4,0	4,9	4,9	7,4
États-Unis	65,9	69,8	75,6	79,8	83,7	77,2	70,4	62,2	71,4	72,9	73,6	78,1	78,2	57,5	68,4
Finlande	..	..	..	..	..	9,9	9,2	9,5	9,9	8,6	10,1	9,9	9,6	8,8	8,7
Hongrie	0,1	0,3	0,7	1,3	2,2	3,0	3,8	4,7	5,4	7,0	8,6	9,9	11,1	9,8	13,3
Islande	..	..	..	..	..	..	83,5	83,2	97,9	106,2	118,7	128,3	129,7	107,7	118,6
Israël	..	..	..	..	..	..	47,8	47,4	50,9	51,8	57,5	55,0	59,8	42,4	46,9
Italie	..	..	..	..	1,3	1,3	1,6	1,6	1,7	1,8	2,0	2,1	2,3	2,5	3,1
Japon	14,2	14,1	14,6	15,4	17,7	17,2	17,3	15,9	18,3	18,5	22,3	22,0	19,4	16,4	19,3
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1,1	1,1	1,0	1,0	1,4
Mexique	..	..	0,2	1,3	2,2	2,7	3,9	4,7	5,3	5,6	6,5	7,2	7,7	7,7	9,6
Norvège	6,3	6,4	7,2	7,8	7,2	6,7	5,6	5,6	6,4	7,1	7,2	7,3	7,6	6,5	7,5
Pays-Bas	84,5	92,4	99,3	105,9	116,6	110,5	102,3	93,8	102,4	111,4	123,9	131,4	125,9	104,0	122,5
Pologne	..	..	..	..	0,3	1,3	2,5	3,9	5,4	6,8	8,8	11,1	12,0	11,0	10,4
Portugal	7,9	8,9	11,2	12,0	12,0	11,8	12,5	12,7	13,1	13,2	15,7	13,5	13,7	12,3	13,9
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0,6	1,7	1,4	4,7	6,2
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	2,8	3,2	3,6	4,1	4,3	4,7	5,1	5,2
Royaume-Uni	70,0	70,3	80,1	80,4	88,4	79,8	71,1	57,9	63,5	67,7	79,4	84,2	80,5	67,0	80,6
Slovénie	..	..	..	..	..	..	1,3	1,1	1,5	2,2	2,6	3,5	4,0	3,7	5,0
Suède	..	..	..	..	..	..	3,5	3,3	3,5	3,6	4,0	4,4	4,1	3,0	3,1

<i>Pays/Année</i>	<i>1995</i>	<i>1996</i>	<i>1997</i>	<i>1998</i>	<i>1999</i>	<i>2000</i>	<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>
Suisse	109,1	91,8	94,1	89,7	104,7	116,1	118,2	113,6	95,8	97,5
Turquie	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,3	1,6

Source: Actifs des investisseurs institutionnels, Direction des statistiques, OECD.Stat. Pour tous renseignements sur le tableau, voir l'appendice méthodologique.
 .. Non disponible.

Tableau A11

Actifs financiers des fonds de pension autonomes en pourcentage des actifs financiers totaux des sociétés financières

<i>Pays/Année</i>	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Allemagne	2,13	2,17	2,11	2,09	2,14	2,10	2,00	1,99	2,18	2,32	2,38	2,49	2,58	2,62	2,83
Autriche	0,36	0,44	0,60	0,80	1,08	1,09	1,04	1,01	1,11	1,11	1,08	1,04	0,99	0,81	0,95
Belgique	0,87	0,91	1,00	1,01	1,04	1,02	0,91	0,83	0,82	0,77	0,77	0,72	0,66	0,55	0,57
Canada	15,91	16,43	16,31	16,47	16,27	16,56	15,43	14,48	15,02	15,58	16,09	16,37	16,05	13,32	13,81
Corée	..	..	..	..	..	..	..	0,99	0,98	1,03	1,16	1,13	1,05	0,89	0,95
Danemark	10,78	10,49	10,94	10,42	10,83	10,64	9,85	9,12	9,14	9,35	9,08	8,57	7,79	8,50	9,26
Espagne	1,34	1,59	1,78	1,97	2,06	2,30	2,45	2,60	2,61	2,52	2,38	2,24	2,02	1,70	1,70
Estonie	..	..	..	..	..	0,02	0,03	0,15	0,60	1,12	1,67	2,11	2,42	2,35	3,23
États-Unis	22,28	22,51	22,89	22,55	22,18	20,63	18,53	16,67	17,89	17,81	17,66	17,80	16,99	13,04	14,89
Finlande	..	..	..	..	..	2,16	1,91	1,80	1,77	1,53	1,41	1,29	1,23	0,85	0,92
Hongrie	0,07	0,22	0,48	0,95	1,62	2,25	3,12	4,09	4,34	5,40	5,83	6,20	6,46	5,04	6,14
Irlande	..	..	..	..	..	..	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Italie	..	..	..	..	0,43	0,46	0,57	0,58	0,56	0,58	0,61	0,64	0,70	0,73	0,85
Japon	2,55	2,56	2,55	2,62	2,89	2,81	2,89	2,65	3,02	3,10	3,72	3,85	3,56	3,10	3,35
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0,01	0,01	0,01	0,01
Mexique	..	..	0,20	1,48	2,36	3,65	4,96	5,73	6,86	7,64	8,49	9,52	9,95	9,43	10,76
Norvège	3,53	3,51	3,87	4,07	3,48	3,48	2,75	2,58	2,76	3,14	3,02	2,81	2,66	2,16	2,28
Pays-Bas	14,63	15,23	15,62	15,20	15,66	14,43	12,98	12,20	12,45	13,14	13,41	13,40	11,63	9,96	10,73
Pologne	..	..	..	..	0,38	1,46	2,53	3,90	5,44	6,92	8,20	9,55	9,69	8,22	8,22
Portugal	3,41	3,67	4,06	4,16	3,82	3,67	3,81	3,80	3,63	3,71	4,25	3,38	3,29	2,82	2,82
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0,38	1,13	0,90	3,14	3,90
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	1,68	1,99	2,38	2,51	2,73	2,79	2,95	2,95
Royaume-Uni	13,97	13,69	14,12	14,21	14,91	12,55	11,11	9,36	9,52	9,54	9,88	8,50	7,35	4,21	5,96
Slovénie	..	..	..	..	..	..	0,96	0,78	1,01	1,43	1,52	1,99	1,98	1,86	2,21
Suède	..	..	..	..	..	..	0,96	0,96	1,00	0,97	0,97	0,99	0,88	0,58	0,55
Suisse	..	..	..	..	13,65	13,45	13,05	12,06	12,84	13,09	13,24	13,17	11,62	11,21	11,21

Source: Actifs des investisseurs institutionnels et Comptes de patrimoine financier – non consolidés, Direction des statistiques, *OECD.Stat.*

.. Non disponible.

Tableau A12
Répartition des actifs des fonds de pension autonomes

<i>Pays</i>	<i>Année</i>	<i>Actifs financiers</i>	<i>Numéraire et dépôts</i>	<i>Titres autres que les actions, non compris les produits financiers dérivés</i>	<i>Prêts</i>	<i>Actions et autres participations</i>	<i>Autres, non classés ailleurs</i>	<i>Actifs non financiers</i>
Australie	1995	94,27	6.62	16,70	3,12	41,97	25,86	5,73
Australie	2005	95,65	8.02	12,69	0,58	53,92	20,44	4,35
Australie	2009	93,75	13.42	14,43	0,83	49,00	16,07	6,25
Autriche	1995	98,93	7.37	11,90	4,96	64,11	10,60	1,07
Autriche	2005	99,65	0.98	1,03	0,34	96,72	0,58	0,35
Autriche	2009	99,40	3.92	2,79	0,12	92,13	0,44	0,60
Belgique	1995	98,02	4.47	27,64	0,80	55,71	9,40	1,98
Belgique	2005	99,61	2.20	4,27	0,30	86,82	6,02	0,39
Belgique	2009	99,52	4.82	8,59	1,35	82,79	1,96	0,48
Canada	1995	100,00	0.83	44,77	2,47	49,96	1,97	0,00
Canada	2005	100,00	0.70	31,76	1,39	52,31	13,85	0,00
Canada	2009	100,00	0.75	27,80	4,54	43,86	23,06	0,00
Espagne	1995	98,99	17,12	61,98	3,99	3,62	12,29	1,01
Espagne	2005	99,81	15,82	46,31	1,14	25,17	11,36	0,19
Espagne	2009	99,77	19,21	53,88	0,40	15,14	11,14	0,23
Estonie	1995	..	..	..	..	..	..	..
Estonie	2005	99,48	5.22	45,84	0,00	47,50	0,92	0,52
Estonie	2009	99,83	14.80	34,49	0,00	49,94	0,60	0,17
États-Unis	1995	98,60	2.56	33,58	1,62	50,38	10,47	1,40
États-Unis	2005	99,12	0.97	25,11	0,73	66,96	5,35	0,88
États-Unis	2009	98,72	1.12	31,90	0,86	59,13	5,72	1,28

<i>Pays</i>	<i>Année</i>	<i>Actifs financiers</i>	<i>Numéraire et dépôts</i>	<i>Titres autres que les actions, non compris les produits financiers dérivés</i>	<i>Prêts</i>	<i>Actions et autres participations</i>	<i>Autres, non classés ailleurs</i>	<i>Actifs non financiers</i>
Hongrie	1995	100,00	22,97	76,85	0,00	0,18	0,00	0,00
Hongrie	2005	99,81	1,82	81,14	0,34	16,52	0,00	0,19
Hongrie	2009	99,84	2,98	59,21	0,17	37,47	0,00	0,16
Islande	1995	..	..	..	..	..	..	..
Islande	2005	99,17	2,34	41,25	7,59	47,98	n.d.	0,83
Islande	2009	99,16	9,05	49,52	9,83	34,69	-3,93	0,84
Israël	1995	..	..	..	..	..	..	..
Israël	2005	..	..	..	..	..	..	..
Israël	2009	99,99	6,68	83,66	1,06	5,11	3,48	0,01
Italie	1995	..	..	..	..	..	..	..
Italie	2005	87,04	6,66	50,49	0,00	29,89	0,00	12,96
Italie	2009	94,53	8,47	58,26	0,00	27,80	0,00	5,47
Luxembourg	1995	..	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	2005	100,00	4,82	16,57	0,60	77,41	0,60	0,00
Luxembourg	2009	100,00	10,09	16,45	0,56	71,59	1,12	0,00
Pays-Bas	1995	94,01	2,37	27,29	35,65	28,62	0,09	5,99
Pays-Bas	2005	96,52	2,44	39,73	3,86	50,12	0,37	3,48
Pays-Bas	2009	97,85	3,27	26,23	6,41	61,16	0,79	2,15
Pologne	1995	..	..	..	..	..	..	..
Pologne	2005	100,00	3,65	64,39	0,00	31,86	0,10	0,00
Pologne	2009	100,00	1,63	75,92	0,00	21,91	0,54	0,00
Portugal	1995	96,24	10,80	67,98	0,06	13,42	3,99	3,76
Portugal	2005	93,59	8,88	44,30	0,76	39,67	-0,01	6,41
Portugal	2009	91,96	6,15	49,03	0,32	34,43	2,03	8,04

<i>Pays</i>	<i>Année</i>	<i>Actifs financiers</i>	<i>Numéraire et dépôts</i>	<i>Titres autres que les actions, non compris les produits financiers dérivés</i>	<i>Prêts</i>	<i>Actions et autres participations</i>	<i>Autres, non classés ailleurs</i>	<i>Actifs non financiers</i>
République tchèque	1995	..	..	..	..	..	..	..
République tchèque	2005	98,80	8,29	81,13	0,00	7,56	1,83	1,20
République tchèque	2009	97,86	9,33	80,29	0,00	6,31	1,92	2,14
Royaume-Uni	1995	95,54	3,48	14,81	0,04	66,14	11,08	4,46
Royaume-Uni	2005	96,81	2,13	19,04	0,00	38,41	37,23	3,19
Royaume-Uni	2009	97,78	3,17	23,47	0,16	24,22	46,77	2,22
Suisse	1995	..	..	..	..	..	..	..
Suisse	2005	89,31	6,87	30,00	4,07	48,36	0,00	10,69
Suisse	2009	88,53	5,87	29,43	2,79	50,45	0,00	11,47
Turquie	1995	..	..	..	..	..	..	..
Turquie	2005	10,74	3,78	2,29	0,36	2,67	1,64	89,26
Turquie	2009	42,38	8,20	28,91	0,94	2,66	1,68	57,62

Source: Actifs des investisseurs institutionnels, Direction des statistiques, OECD.Stat.

.. Non disponible.

Tableau A13

Droits nets des ménages sur les provisions des fonds de pension en pourcentage des actifs financiers totaux des ménages

<i>Pays/Année</i>	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Allemagne	10,96	10,79	10,49	10,39	10,13	10,53	10,74	11,36	11,30	11,42	11,43	11,61	11,98	12,87	13,06
Australie	39,61	40,49	42,44	42,38	44,76	46,35	45,84	47,37	48,21	48,69	50,46	53,19	55,31	51,56	54,40
Autriche	1,43	1,58	1,85	2,42	3,06	3,10	3,18	3,22	3,29	3,33	3,30	3,21	3,18	3,17	3,35
Belgique	4,53	4,74	4,99	5,15	4,99	5,07	5,21	6,02	5,83	5,87	6,05	5,98	6,06	6,96	6,72
Canada	37,39	36,58	36,43	37,05	35,22	35,65	35,69	35,36	35,67	35,90	35,52	35,60	35,55	34,95	35,45
Corée	..	..	..	..	..	..	..	1,83	1,85	1,94	2,16	2,05	1,96	2,14	1,93
Danemark	20,86	20,25	21,39	20,74	20,35	21,01	21,32	21,41	21,19	20,92	19,88	18,42	17,77	21,84	20,66
Espagne	4,47	4,85	4,94	4,94	5,10	5,83	5,93	6,16	6,07	6,25	6,02	5,84	5,83	6,22	6,37
Estonie	..	..	..	..	0,01	0,02	0,04	0,16	0,96	1,93	2,80	3,02	3,97	4,01	5,22
États-Unis	26,63	27,30	27,56	27,52	26,87	27,50	27,22	27,09	27,51	27,13	26,47	26,53	26,45	25,12	26,87
Finlande	..	..	..	..	..	8,13	9,26	9,74	9,52	9,27	8,69	8,54	8,74	9,07	8,34
France	0,00	2,87	2,98	3,00	2,90	3,06	3,35	3,54	3,65	3,69	3,74	3,72	3,84	4,31	4,35
Grèce	0,06	0,07	0,08	0,09	0,09	0,12	0,13	0,18	0,21	0,26	0,29	0,31	0,33	0,42	0,69
Hongrie	0,19	0,52	1,01	1,86	3,00	4,01	5,09	6,12	6,85	8,61	9,69	10,51	11,39	10,25	12,70
Israël	..	..	..	..	..	..	27,12	26,90	23,64	23,37	23,65	24,37	22,43	28,78	24,42
Italie	5,79	5,60	5,19	4,84	4,75	4,79	5,12	5,31	5,50	5,49	5,50	5,61	5,65	5,96	5,92
Japon	7,68	8,13	8,60	8,72	8,93	9,52	9,77	9,98	9,81	10,05	10,23	10,73	11,73	11,89	11,84
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	213	1,96	2,12	1,97
Mexique	..	..	0,27	2,70	3,60	4,28	5,90	7,11	7,50	7,94	11,59	12,02	12,56	14,31	13,13
Norvège	24,89	25,11	25,38	25,83	26,63	25,89	25,77	25,79	27,01	28,31	27,45	28,18	28,16	28,32	28,36
Pays-Bas	41,27	41,62	41,50	41,98	42,17	41,62	42,97	43,34	44,47	45,33	46,91	47,39	47,59	45,49	47,24
Pologne	..	..	..	..	..	..	4,70	6,94	9,77	12,74	13,52	15,10	15,84	15,27	..
Portugal	6,42	6,68	5,57	5,32	5,35	5,79	6,33	6,32	6,32	5,72	5,97	5,81	6,13	6,10	5,86
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7,98	12,17	13,43	14,98	15,33
République tchèque	1,04	1,68	2,07	2,30	2,60	2,91	2,60	3,32	3,79	4,29	4,80	5,39	5,62	6,05	6,12
Slovénie	..	..	..	..	..	..	0,51	0,73	1,02	1,48	1,80	2,01	2,18	2,53	2,75
Suède	13,69	15,10	15,24	16,56	15,19	18,45	19,73	19,89	20,38	20,93	20,73	19,85	19,44	21,58	22,92
Suisse	..	..	..	..	31,48	32,54	32,90	33,61	33,27	33,24	33,61	33,16	33,22	33,70	33,95

Source: Actifs financiers et non financiers et passifs des ménages (17HAL) et Comptes de patrimoine financier – non consolidés (sauf pour l’Australie et Israël pour lesquels on ne dispose que de données consolidées).

.. Non disponible.

Tableau A14

Droits nets des ménages sur les provisions des fonds de pension en pourcentage du revenu disponible des ménages

<i>Pays/Année</i>	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Allemagne	22,14	22,86	23,56	24,53	25,36	26,17	26,37	27,39	28,46	29,57	30,70	31,90	33,46	33,88	36,52
Australie	81,78	88,01	96,39	102,59	114,01	117,08	119,81	120,31	126,58	138,64	150,78	164,67	183,88	137,02	..
Autriche	2,91	3,35	4,07	5,42	7,02	7,14	7,37	7,49	7,82	8,12	8,33	8,49	8,43	8,02	9,00
Belgique	16,76	18,76	21,10	23,11	24,95	24,83	24,11	24,33	23,64	24,86	26,54	26,11	25,43	25,79	26,96
Canada	128,07	140,46	145,90	147,06	150,11	149,35	140,47	133,40	138,45	143,58	151,59	155,95	154,99	130,29	145,98
Corée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,63	4,68	4,82	5,84	5,77	5,90	5,98	6,01
Danemark	62,37	64,48	74,45	72,36	80,06	83,83	80,43	78,47	81,38	88,42	97,49	95,49	93,67	98,40	102,38
Espagne	..	..	..	..	..	14,50	14,55	14,36	15,11	15,66	16,29	17,11	16,54	14,71	15,40
Estonie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,02	0,04	0,19	1,32	3,18	5,46	7,53	9,21	8,55	12,04
États-Unis	103,76	110,19	120,73	126,72	135,50	124,86	114,19	101,61	114,76	118,63	122,18	127,20	127,32	94,06	106,59
Finlande	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16,68	17,74	17,72	18,19	18,22	18,98	19,65	19,45	17,31	17,45
France	0,00	6,35	6,98	7,31	7,85	8,15	8,41	8,63	9,28	9,69	10,27	10,75	11,36	11,66	12,60
Grèce	..	..	..	..	..	0,26	0,26	0,33	0,37	0,49	0,60	0,64	0,63	0,64	1,09
Hongrie	0,17	0,51	1,05	2,05	3,54	4,92	6,34	7,79	8,95	11,62	14,12	16,54	18,99	17,17	23,00
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	57,74	69,47	71,94	78,89	85,08	77,07	61,06	68,94
Italie	14,42	14,45	14,97	15,64	16,35	16,86	17,03	17,34	17,90	18,45	19,26	19,64	19,38	19,36	20,25
Japon	29,87	32,19	34,05	35,38	38,59	41,67	43,45	43,89	45,78	47,01	50,43	53,23	54,92	53,92	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	6,14	5,82	6,44	6,58
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	7,09	7,68	12,38	14,38	15,22	15,21	17,99
Norvège	40,20	41,69	43,72	43,08	48,59	48,40	49,40	47,27	51,43	57,50	58,13	68,40	67,91	62,51	63,49
Pays-Bas	178,51	193,53	207,09	220,42	243,76	237,37	215,67	202,33	221,82	237,80	267,44	277,77	279,07	231,91	269,55
Pologne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,34	5,34	7,47	9,71	13,01	16,68	18,69	17,05	..
Portugal	15,38	16,08	17,51	17,26	17,48	18,41	19,21	18,45	18,68	17,07	18,19	18,37	19,73	18,82	18,38
République slovaque	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,90	9,48	10,88	12,39	14,19
République tchèque	1,33	2,10	2,64	2,99	3,38	3,84	3,54	4,69	5,41	6,35	7,19	8,02	8,72	9,26	10,02
Slovénie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,62	0,96	1,44	2,21	2,73	3,26	3,81	4,03	4,74
Suède	27,15	34,91	40,26	47,00	50,61	58,39	59,72	52,68	59,32	66,31	74,50	74,37	69,61	66,74	81,46
Suisse	0,00	0,00	0,00	0,00	187,08	190,49	178,33	173,27	184,05	184,91	197,38	200,39	196,41	173,04	..

Source: Comptes financiers, non consolidés (sauf pour l'Australie et Israël pour lesquels on ne dispose que de données consolidées) et Comptes nationaux, Comptes détaillés du secteur non financier, OECD.Stat.

.. Non disponible.